

**COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS
SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2026**

showroomprive•com

A/ COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2026

Sommaire :

1. États Financiers
2. Référentiel Comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation
3. Périmètre de consolidation
4. Notes sur le compte de résultat
5. Notes sur le bilan
6. Exposition du groupe aux risques financiers
7. Parties liées
8. Engagements hors bilan
9. Autres informations

1. ETATS FINANCIERS

1.1. État du résultat net et des autres éléments du résultat global

en K€	Notes	S1 2026	S1 2025
	Notes		
Chiffre d'affaires	4.1	218 063	275 576
Coût des ventes		- 140 424	- 180 738
Marge brute		77 639	94 838
Marge brute en % du CA		35,6%	34,4%
Marketing		- 9 384	- 12 003
Logistique & traitement des commandes		- 55 848	- 69 119
Frais généraux et administratifs		- 34 024	- 39 819
Amortissements des actifs incorporels reconnus à l'occasion d'un regroupement d'entreprise		-	-
Résultat opérationnel courant		- 21 617	- 26 102
Coûts des paiements en actions		15	496
Autres produits et charges opérationnels	4.2	- 249	- 3 484
Résultat opérationnel		- 21 851	- 29 091
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut		- 1 119	- 909
Coût de l'endettement financier		- 1 119	- 909
Autres produits et charges financiers		- 129	184
Résultat avant impôts		- 23 098	- 29 816
Impôts sur les bénéfices	4.3	- 21	- 477
Résultat après impôt		- 23 120	- 30 293
Résultat des ME			
Résultat des activités destinées à être cédées ou abandonnées			
Résultat net		- 23 120	- 30 293
Part attribuable aux actionnaires de l'entité consolidante		- 23 120	- 30 293
Part attribuable aux participations ne conférant pas le contrôle			
Résultat par action (en €)			
Résultat net par action		- 0,20	- 0,26
Résultat net dilué par action		- 0,20	- 0,26

1.2. État du résultat global

en K€		30/06/2026	30/06/2025
Résultat net		- 23 121	- 30 293
Ecart actuariel relatif aux avantages de personnel postérieurs à l'emploi	5.8	- 7	-
Total des éléments non recyclables ultérieurement en résultat net		- 7	-
Ecart de conversion		- 1	- 19
Total des éléments recyclables ultérieurement en résultat net		- 1	- 19
Résultat global		- 23 129	- 30 312

1.3. Bilan consolidé

en K€	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Goodwill	5.1	34 040	34 040
Autres Immobilisations incorporelles	5.2	44 230	45 739
Immobilisations corporelles	5.3	32 617	35 004
Autres actifs financiers		4 243	4 122
Impôts différés		0	0
Total des actifs non-courants		115 131	118 906
Stocks et en-cours	5.4	47 190	51 569
Clients, avances et acomptes versés	5.5	29 996	31 595
Créances d'impôt		303	278
Autres actifs d'exploitation courants	5.6	29 229	25 653
Autres actifs financiers courants	5.6	11 161	12 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.7	12 819	43 455
Total des actifs courants		130 698	164 722
Total des actifs		245 830	283 627
Capital		4 763	4 762
Primes liées au capital		217 791	217 791
Actions propres		- 6 497	- 6 424
Autres réserves		- 179 307	- 148 427
Résultat net		- 23 120	- 30 936
Total Capitaux propres, part du groupe		13 630	36 765
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Total des capitaux propres	1.5	13 630	36 765
Emprunts et dettes financières	5.9	50 161	49 517
Avantages du personnel	5.8	1 087	1 102
Autres provisions	5.8	638	581
Impôts différés		2 880	2 952
Autres passifs long terme		4 386	6 426
Total des passifs non courants		59 152	60 578
Emprunts et concours bancaires	5.9	2 322	5 953
Provisions	5.8	4 770	8 005
Fournisseurs		118 302	123 654
Dettes d'impôt		-	20
Autres passifs courants	5.6	47 651	48 651
Total des passifs courants		173 046	186 282
Total des passifs non-courants & courants		232 198	246 860
Total des passifs et capitaux propres		245 830	283 627

1.4. Tableau de flux de trésorerie consolidés

en K€	Notes	30/06/2026	30/06/2025
Résultat net		- 23 120	- 30 293
Elim. des provisions et amortissements		4 003	7 750
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		- 7	-
Elim. des autres éléments financiers		- 11	- 107
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions		- 15	- 431
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		- 19 151	- 23 081
Elim. de la charge (produit) d'impôt	4.4.	22	477
Elim. du coût de l'endettement financier		1 119	903
Incidence de la variation du BFR		- 5 972	9 681
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant impôt		- 23 982	- 12 020
Impôts payés (remboursement d'acompte)		- 136	- 1 908
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		- 24 118	- 13 928
Incidence des variations de périmètre		-	- 8
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	5.2. & 5.3.	- 2 488	- 4 893
Acquisition (cession) d'actifs financiers		- 33	-
Augmentation des prêts et avances consentis		-	- 1
Diminution des prêts et avances consentis		933	629
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		4	-
Autres flux liés aux opérations d'investissement		-	107
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		- 1 584	- 4 166
Cession (acquisition) nette d'actions propres		- 73	7
Emission d'emprunts		-	20 122
Remboursement d'emprunts et dettes locatives	5.9.	- 3 738	- 1 492
Intérêts financiers nets versés		- 1 119	- 904
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		- 4 929	17 733
Incidence de la variation des taux de change		- 4	- 18
Variation de la trésorerie		- 30 635	- 379
Trésorerie d'ouverture		43 455	46 043
Trésorerie de clôture		12 819	45 664

La composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la date de clôture est détaillée en annexe (cf. note 5.7)

1.5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Autres réserves Groupe		Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
				Autres éléments du résultat global	Autres réserves				
Situation au 01.01.2025	4 756	217 797	- 6 473	- 67	12 697	- 159 470	69 240	-	69 240
Résultat net						- 30 293	- 30 293		- 30 293
Ecart actuariel relatif aux avantages de personnel postérieurs à l'emploi							-		-
Ecarts de conversion				- 19			- 19		- 19
Résultat global	-	-	-	- 19	-	- 30 293	- 30 312	-	- 30 312
Augmentation de capital							-		-
Mouvements sur actions propres			7				7		7
AGA* et charges de stocks-options					- 431		- 431		- 431
Autres variations	6	- 6			- 8		- 8		- 8
Situation au 30.06.2025	4 762	217 791	- 6 466	- 86	12 258	- 189 763	38 496	-	38 496
Situation au 01.01.2026	4 762	217 791	- 6 424	- 67	12 109	- 191 406	36 765	-	36 765
Résultat net						- 23 120	- 23 120		- 23 120
Ecart actuariel relatif aux avantages de personnel postérieurs à l'emploi							- 7		- 7
Ecarts de conversion				- 1			- 1		- 1
Résultat global	-	-	-	- 8	-	- 23 120	- 23 128	-	- 23 128
Augmentation de capital							-		-
Mouvements sur actions propres			- 73				- 73		- 73
AGA* et charges de stocks-options					65		65		65
Dividendes versés							-		-
Autres variations							-		-
Situation au 30.06.2026	4 762	217 791	- 6 497	- 75	12 174	- 214 526	13 630	-	13 630

(*) La variation de la période correspond essentiellement aux attributions d'actions gratuites. Au 30 juin 2026, le capital social de la société SRP Groupe S.A. était constitué de 119 046 792 actions.

2. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION

2.1. Le Groupe

SRP Groupe S.A. est une société ayant son siège social en France à Saint Denis (93210), ZAC Montjoie, 1 Rue des Blés. SRP Groupe S.A. est la société mère du groupe Showroomprivé (l'ensemble désigné dans ce rapport comme « le Groupe ») dont l'activité principale est dédiée à la vente événementielle d'articles sur Internet. Les actions de SRP Groupe S.A. sont cotées sur le marché réglementé Euronext à Paris depuis 2015. Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés, préparés en application du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne, concernent SRP Groupe S.A. et ses filiales.

L'activité du Groupe est dédiée à la vente privée d'articles sur internet.

2.2. Faits marquants de la période

Showroomprivé enregistre un volume d'affaires¹ de 367,0M€ (-16,5% vs 2025 incluant The Bradery) sur les six premiers mois de l'année 2026 et un recul de son chiffre d'affaires à 218,1M€ (-20,7% vs 2025 incluant The Bradery), un recul plus important que celui de la GMV en raison essentiellement du mix des activités.

Sur ses relais de croissance, le Groupe affiche des performances encourageantes : La Marketplace (GMV +40,9% versus S1 2025) a poursuivi sa croissance, depuis les ouvertures en 2024 de la Belgique / Portugal / Espagne, ces pays continuent de contribuer à la croissance en 2026. Le pôle Voyages & Loisirs poursuit sa stabilisation à +1%, dans un marché nettement baissier en raison du conflit au Moyen-Orient, l'offre diversifiée dans les expériences en France et dans le moyen-courrier européen ayant permis de limiter les impacts.

Le plan de départs annoncés au cours du second semestre 2025 a été mis en œuvre à partir du 1er semestre 2026.

Début 2026, un protocole de conciliation a été conclu avec les banques, homologué en date du 16 janvier 2026, prévoyant notamment le report à octobre 2027 (10 M€) et à octobre 2028 (30 M€) des échéances des remboursements des dettes bancaires, une interdiction de distribution de dividendes et un nouveau covenant à respecter.

Environnement économique

Le premier semestre a été marqué par un ralentissement de la consommation et une concurrence accrue dans le e-commerce à bas prix (Shein, Temu, Vinted...), impactant négativement les volumes de ventes (GMV) et le chiffre d'affaires.

Concernant la hausse des taxes douanières, le Groupe n'est pas impacté par la hausse des droits de douane ou autres mesures imposées par les Etats-Unis.

Rationalisation des stocks

Depuis le 2^e trimestre 2025, le Groupe a combiné une réduction des achats de marchandises et une cession accélérée des stocks anciens. Cette stratégie a été poursuivie – à un moindre rythme - au cours du premier semestre 2026, a pesé sur l'EBITDA Ajusté, et a aussi réduit le niveau de stocks et donc amélioré la trésorerie.

¹ Le volume d'affaires (« GMV »), ou « ventes », représente, toutes taxes comprises, le montant total de la transaction facturée et inclut donc les ventes Internet brutes, y compris les ventes sur la Marketplace, les autres services et autres revenus.

Évolutions stratégiques

Au 30 juin 2026, le Groupe poursuit la mise en œuvre d'un nouveau plan qui s'inscrit dans la continuité du plan ACE, et entend maintenir ses efforts au second semestre 2026 et au-delà afin d'en approfondir significativement les effets.

Gouvernance

Le Conseil d'administration de la Société a poursuivi, au cours du premier semestre 2026, son évolution entamée en 2025 et acté les démissions, avec effet au 23 janvier 2026, de Mesdames Sophie Moreau-Garenne et Clémence Gastaldi.

Par décision du 12 février 2026, le Conseil d'administration a coopté Monsieur Jany Gerometta, en remplacement de Madame Amanda de Montal ; Madame Laurence Anne Parent, en remplacement de Madame Clémence Gastaldi ; et Madame Sophie Dahan, en remplacement de Madame Sophie Moreau-Garenne.

Ces cooptations ont été ratifiée par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société du 26 mars 2026. L'Assemblée générale des actionnaires du 26 mars 2026 a, par ailleurs, renouvelé pour une durée de quatre ans les mandats d'administrateurs de Monsieur Albin Jacquemont, Madame Brigitte Tambosi et Madame Emilie Patou, dont les mandats arrivaient à échéance. Les mandats d'administrateurs de Mesdames Laurence-Anne Parent et Rachel Marouani ont été renouvelés par l'assemblée des actionnaires du 25 juin 2026. Le Conseil se compose, au 30 juin 2026, de onze administrateurs, dont quatre administrateurs indépendants, et d'un censeur.

2.3. Référentiel comptable

Principes généraux et déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés en conformité avec la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers annuels.

Evolution des normes et interprétations

À l'exception des normes, amendements ou interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2026, les principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers consolidés semestriels condensés sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2025. Ils ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne au 30 juin 2026, et avec le référentiel IFRS, tel que publié par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétation publiés par l'IASB dont l'application est optionnelle ou non en vigueur au sein de l'Union européenne au 30 juin 2026.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 septembre 2026.

Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur

Les nouvelles normes, modifications et interprétations publiées par l'IASB mais qui ne sont pas encore appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- Adoptées par l'Union Européenne :
 - Norme IFRS 18 : États financiers : Présentation et informations à fournir.
- Non adoptées par l'Union Européenne :
 - Norme IFRS 19 : Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir et modifications ;
 - Norme IFRS 20 : Actifs et passifs réglementaires ;
 - Modifications d'IAS 21 : Effets des variations des cours des monnaies étrangères : Conversion d'un établissement à l'étranger situé dans une économie hyper-inflationniste.

Les normes, interprétations et amendements publiés respectivement par l'IASB et l'IFRS IC (IFRS Interpretations Committee), et d'application non obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 n'ont pas été appliqués par le Groupe. Le groupe procède actuellement à l'évaluation de l'impact de ces amendements sur les états financiers.

Pour la détermination de l'impôt sur les sociétés, le groupe a appliqué la norme IAS 34 qui prévoit de retenir le taux moyen d'impôt effectif attendu pour l'exercice, appliqué au résultat de la période (soit 25,83%).

2.4. Continuité d'exploitation

Lors de l'établissement des comptes semestriels la Direction générale évalue la capacité de la société à poursuivre son exploitation. En particulier, la Direction générale réapprécie régulièrement la capacité de financement de la société en tenant compte de l'échéance des différents actifs et passifs et de ses cash-flows prévisionnels.

Dans un environnement économique demeurant marqué par une consommation atone et une intensification de la concurrence dans le secteur de l'e-commerce à bas prix, le Groupe a enregistré au premier semestre 2026 un recul de ses volumes de ventes et de son chiffre d'affaires dans ses activités historiques. Le Groupe poursuit par ailleurs la mise en œuvre de son plan de réorganisation destiné à renforcer les relations avec les marques, moderniser sa plateforme, améliorer l'expérience client et accroître l'agilité de son modèle opérationnel. Le plan de départs annoncé au second semestre 2025 a commencé à être mis en œuvre au premier semestre 2026.

Le 16 janvier 2026, un protocole de conciliation conclu avec les établissements bancaires du Groupe a été homologué. Ce protocole prévoit notamment le report à octobre 2027 (10M€) et à octobre 2028 (30M€) des échéances des remboursements des dettes bancaires, ainsi que l'introduction de nouveaux engagements financiers fondés sur un niveau d'EBITDA cible. L'avenant au contrat de crédit a été signé le 29 mai 2026.

Sur la base des dernières performances financières constatées et des projections actualisées pour l'exercice 2026, le Groupe a communiqué, le 23 septembre 2026, que le non-respect du covenant bancaire relatif à l'EBITDA au 31 décembre 2026 était probable.

Le Groupe va donc engager des discussions avec les établissements bancaires signataires du protocole afin d'obtenir un standstill ou toute autre mesure permettant de traiter les conséquences de cette situation.

Sous réserve de l'issue favorable de ces discussions, sur la base de la situation de trésorerie au 30 juin 2026 et des prévisions opérationnelles les plus récentes, la Société considère qu'elle a la capacité de faire face à ses besoins de trésorerie et d'honorer ses engagements financiers sans avoir recours à de nouveaux financements auprès de son pool bancaire, et donc de poursuivre son activité, pour les 12 mois à compter de la date d'arrêté des comptes semestriels 2026. Ainsi, les comptes semestriels 2026 ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation.

Toutefois, la confirmation de ce postulat dépendra de (i) l'évolution de la conjoncture et du contexte macro-économique qui impactent les décisions des clients, (ii) du chiffre d'affaires et des niveaux de marge qui seront observés au cours des prochains mois résultant des actions de réorganisation entreprises par la Société et (iii) de l'obtention du standstill auprès des banques concernées.

En cas d'évolution défavorable sur un ou plusieurs de ces facteurs, la Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité générant une incertitude significative sur la continuité d'exploitation de la Société.

2.5. Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers selon le référentiel des normes IFRS nécessite de la part de la Direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui pourraient avoir un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et charges.

Ces estimations tiennent compte de données économiques et d'hypothèses susceptibles de variations dans le temps et comportent certains aléas. Elles concernent principalement les méthodes et hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises, le suivi de la valeur de l'écart d'acquisition, l'évaluation des actifs incorporels, l'évaluation des stocks, l'estimation des provisions, les actifs et passifs résultant des contrats de location, les impôts différés.

Dans le cadre de la préparation des états financiers intermédiaires consolidés condensés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

2.6. Saisonnalité

Généralement, la performance du 2^{ème} semestre est plus forte que celle du 1^{er} semestre du fait de la saisonnalité de l'activité et de la demande atteignant généralement un pic au quatrième trimestre de l'année, avant la période de Noël. Au cours de cette période, le Groupe réalise généralement son volume de ventes le plus important et acquiert le plus grand nombre de nouveaux membres. Cette saisonnalité a une incidence sur la trésorerie et le besoin en fonds de roulement au 1^{er} semestre. En effet, le Groupe doit régler au premier semestre ses fournisseurs pour les gros volumes de ventes conditionnelles ainsi que reconstituer ses stocks et payer les dépenses de marketing du quatrième trimestre de l'année précédente.

2.7. Réconciliation de l'EBITDA Ajusté avec le résultat net

en K€	Notes	S1 2026	S1 2025
Résultat net		- 23 120	- 30 293
Am. des actifs incorp. reconnus à l'occasion d'un regroupement d'entreprise		-	251
Am. et dép. des immobilisations		7 038	7 650
dont amort. en Logistique et traitement des commandes		2 334	1 846
dont amort. en Frais généraux et administratifs		4 704	5 805
Coût des paiements fondés sur des actions	5.11	- 15	- 496
Éléments non récurrents	4.2	249	3 915
Coût de l'endettement financier		1 119	909
Autres produits et charges financiers		129	- 615
Impôt sur les bénéfices		21	477
EBITDA Ajusté		- 14 580	- 18 201
EBITDA en % du CA		-6,7%	-6,6%

La ligne « Coût des paiements fondés sur des actions » correspond principalement à la charge IFRS 2 pour un montant de -15 K€.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. Evolution du périmètre au cours de l'exercice

Aucune variation de périmètre n'a été constatée entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2026.

3.2. Périmètre de consolidation au 30 juin 2026

Les entités suivantes font partie du périmètre de consolidation à la date de clôture :

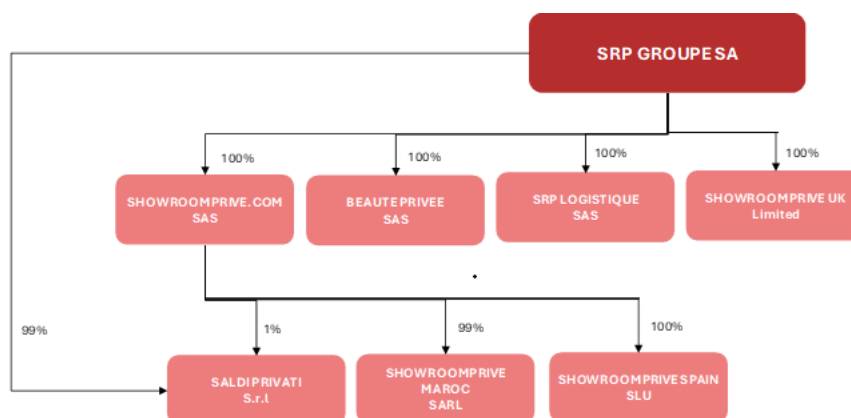
Entité juridique	Pays	Méthode de conso.	30/06/2026		30/06/2025	
			Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Taux de contrôle
SRP Groupe	France	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Showroomprivé.com SAS	France	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SRP Logistique SAS	France	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Beauté Privée SAS	France	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SRP Spain	Espagne	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Saldi Privati S.r.l.	Italie	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SRP Maroc	Maroc	C	99,99 %	100,00 %	99,99 %	100,00 %
Symmetric ⁽¹⁾	France	NC	-	-	53,91 %	100,00 %
SRPG1 ⁽²⁾	France	C	100,00 %	100,00 %	-	-
SRPG2 ⁽²⁾	France	C	100,00 %	100,00 %	-	-
SRP COM1 ⁽²⁾	France	C	100,00 %	100,00 %	-	-
SRP COM2 ⁽²⁾	France	C	100,00 %	100,00 %	-	-
SRP UK	Grande-Bretagne	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

C = Consolidée

NC = Non Intégrée

- (1) Cession de la filiale Symmetric le 19 décembre 2025.
- (2) Créations le 29 décembre 2025 des entités SRPG1 ; SRPG2 ; SRP COM1 et SRP COM2 (coquilles vides au 30 juin 2026).

L'organigramme du Groupe se présente comme suit au 30 juin 2026 :



4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Informations par zones géographiques des clients

Les géographies présentées en fonction de l'origine géographique des clients recouvrent les zones suivantes :

France	International
France métropolitaine et DOM-TOM	Belgique, Espagne, Italie, Portugal, Pays-Bas, Maroc

Au 30 juin 2026, le Groupe continue de déployer son offre en France et à l'étranger à partir de sa filiale basée en France ou à partir de ses quatre filiales en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne et au Maroc.

Le chiffre d'affaires et l'EBITDA Ajusté du Groupe se présentent comme suit :

en K€	S1 2026			S1 2025		
	Total consolidé	France	Internat.	Total consolidé	France	Internat.
Ventes Internet	215 100	153 640	61 460	269 824	211 153	58 671
Autre	2 963	2 847	116	5 752	3 713	2 039
Chiffre d'affaires total	218 063	156 487	61 575	275 576	214 866	60 710
Croissance des ventes	-31,3%	-37,6%	-8,2%	-13,9%	-14,3%	-12,4%
EBITDA ajusté en % du CA	-6,7%	1,4%	-27,1%	-6,6%	-0,7%	-27,6%
EBITDA ajusté	- 14 579	2 132	- 16 711	- 18 201	- 1 416	- 16 785

L'EBITDA Ajusté par zone géographique est principalement obtenu en allouant les charges opérationnelles afférentes à l'activité courante de chaque zone en fonction du chiffre d'affaires.

Le total des actifs par zone géographique est le suivant :

en K€	30/06/2026			31/12/2025		
	Total consolidé	France	Internat.	Total consolidé	France	Internat.
Total des actifs non-courants	115 130	96 074	19 056	118 906	100 448	18 457

Les actifs non courants sont composés des immobilisations incorporelles (y compris les goodwill) et corporelles, des droits d'utilisations comptabilisées dans le cadre d'IFRS 16, des actifs financiers non courants (majoritairement des dépôts et cautionnements) et des impôts différés actifs.

4.2. Autres produits et charges opérationnels

Au titre du premier semestre 2026, les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs non-récurrents pour un montant net de 0.25M€ essentiellement liés à l'actualisation des hypothèses du PSE (1.3M€) à des prestations de conseil dans le cadre d'opérations de réorganisation et de restructuration (-0.4M€) ainsi qu'à des couts de liés à la refonte du site internet (-1,1M€).

4.3. Autres produits et charges financiers

Au 30 juin 2026, les autres produits et charges financiers sont non significatifs et s'établissent à -0,1M€.

Au 30 juin 2025, les autres produits et charges financiers s'établissent à +0,6M€ et correspondent principalement à des intérêts reçus sur des comptes à terme.

4.4. Impôts sur les bénéfices

Au 30 juin 2026, la charge d'impôt est estimée en fonction des faits connus et anticipés à la date d'arrêté, selon la méthode du taux projeté. Cette méthode permet une meilleure estimation de la charge d'impôt de la période, par application du taux d'impôt prévisionnel annuel aux résultats semestriels.

Le Groupe a maintenu sa position et reconnu des impôts différés actifs à hauteur des impôts différés passifs.

Au 30 juin 2026, la charge d'impôt correspond principalement au reclassement de la CVAE.

5. NOTES SUR LE BILAN

5.1. Goodwill

Au 30 juin 2026, une revue des principaux actifs a été réalisée par le Groupe pour identifier tout indice de perte de valeur. Au cours du premier semestre de l'année 2026, le Groupe a estimé que la baisse des volumes sur les métiers historiques en France et son incidence sur le chiffre d'affaires et les marges constituait un indice de perte de valeur, nécessitant la réalisation d'un nouveau test de dépréciation (cf Note 2.4).

Les prévisions de croissance et de marges sur les cinq prochaines années ont donc été réappréciées et une nouvelle valeur recouvrable a été déterminée sur la base de projections de flux de trésorerie actualisés. Compte tenu du maintien du taux de croissance à long terme à 2% (idem 31 décembre 2025), de l'évolution du taux d'actualisation à 15 % (15,5% au 31 décembre 2025), et de l'actualisation des flux de trésorerie projetés à l'infini, le résultat du test n'a pas conduit à la reconnaissance d'une perte de valeur au 30 juin 2026.

La modification cumulée des principales hypothèses du test (i.e. une hausse de 100 points du taux d'actualisation et une baisse de 50 points du taux de marge d'EBITDA Ajusté du flux annuel normatif) ne conduirait pas à comptabiliser une perte de valeur au 30 juin 2026.

5.2. Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles entre le 1er janvier et le 30 juin 2026 s'analyse comme suit :

en K€	31/12/2025	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Dotations de l'exercice	Reclassements et mises au rebut	30/06/2026
Frais de développement	66 754	2 058				68 812
Logiciels	2 560	139			30	2 729
Marques	32 419					32 419
Fichier membres	12 986				22	13 009
Immobilisations en cours	30				- 30	-
Autres immobilisations incorporelles	22				- 22	-
Immobilisations incorporelles	114 771	2 197	-	-	-	116 968
Amt/Dép. frais de développement	- 54 075			- 3 585		- 57 660
Amt/Dép. logiciels	- 1 948			- 121		- 2 069
Amt/Dép. fichier membres	- 13 009					- 13 009
Amt/dép. immobilisations incorporelles	- 69 032	-	-	- 3 706	-	- 72 738
Total valeur nette	45 739	2 197	-	- 3 706	-	44 230

5.3. Immobilisations Corporelles

5.3.1 Actifs dont le Groupe est propriétaire

Les immobilisations corporelles ont évolué de la façon suivante au cours de la période :

en K€	31/12/2025	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Dotations de l'exercice	30/06/2026
Installations tech, matériel & outillage	14 866	58			14 924
Immobilisations corporelles en cours	7	22			29
Autres immobilisations corporelles	44 863	215	- 87		44 991
Immobilisations corporelles	59 736	295	- 87	-	59 944
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	- 8 832			- 714	- 9 546
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	- 27 579		72	- 1 474	- 28 981
Amt/dép. immobilisations corporelles	- 36 411	-	72	- 2 188	- 38 527
Total valeur nette	23 325	295	- 15	- 2 188	21 417

5.3.2 Droit d'utilisation en application d'IFRS 16

La variation des droits d'utilisation comptabilisés dans le cadre de l'application d'IFRS 16 est résumée dans le tableau ci-dessous :

en K€	31/12/2025	Acquisitions	Dotations	Contrats arrivés à terme	30/06/2026
Droit d'utilisation	21 719	673		-1 056	21 336
Immobilisations corporelles	21 719	673	-	- 1 056	21 336
Amt/Dép. du droit d'utilisation	- 10 040		- 1 152	1 056	- 10 136
Amt/dép. immobilisations corporelles	- 10 040	-	- 1 152	1 056	- 10 136
Total valeur nette	11 679	673	- 1 152	-	11 200

5.4. Stocks et en-cours

en K€	30/06/2026			31/12/2025		
	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette
Stocks d'emballages et fournitures	188	-	188	266	-	266
Stocks de marchandises	58 645	- 11 643	47 002	64 154	- 12 851	51 303
Total Stocks et en-cours	58 833	(11 643)	47 190	64 420	(12 851)	51 569

Les dépréciations de stocks ont été réévaluées au 30 juin 2026 sur la base d'une analyse actualisée de la valeur nette de réalisation des marchandises.

5.5. Clients, avances et acomptes versés

en K€	30/06/2026			31/12/2025		
	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette
Créances clients	16 738	- 2 065	14 674	23 547	- 2 349	21 198
Avances et acomptes versés, avoirs à recevoir	15 846	- 525	15 322	10 984	- 588	10 396
Total Clients et comptes rattachés	32 584	- 2 590	29 996	34 531	- 2 937	31 595

5.6. Autres actifs et passifs courants

en K€	30/06/2026	31/12/2025
Charges constatées d'avance	12 483	9 184
Créances fiscales et sociales	14 715	15 119
Autres créances	13 191	13 520
Autres actifs courants	40 389	37 824
Produits constatés d'avance	11 052	12 316
Dettes fiscales et sociales	31 268	29 720
Autres dettes	5 330	6 614
Autres passifs courants	47 649	48 651

5.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

en K€	30/06/2026	31/12/2025
Placements à court terme	-	-
Banques	12 819	43 455
Trésorerie nette	12 819	43 455

Sur le premier semestre 2026, la diminution de la trésorerie nette pour -30,6M€ s'explique essentiellement par :

- Des acquisitions d'actifs immobilisés pour -2,5M€ ;
- Le remboursement de dettes locatives pour -3,7M€ ;
- Le paiement d'intérêts bancaires pour -1,1M€ ;
- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sur S1 2026 pour -24,1M€.

5.8. Provisions

en K€	31/12/2025	Dotations de l'exercice	Reprises (prov. utilisée)	Reprises (prov. non utilisée)	Autres éléments du résultat global	Reclassements	30/06/2026
Provisions pour pensions et retraites > 1 an	1 102		- 9		- 7	1	1 087
Provisions pour pensions et retraites < 1 an	1		-			- 1	-
Total Provisions pour pensions et retraites	1 103	-	- 9	-	- 7	-	1 087
Provision pour risques > 1 an	116		-	-		69	185
Provision pour risques < 1 an	963		-	- 37		- 69	857
Total Provisions pour risques	1 079	-	-	- 37	-	-	1 042
Autres provisions pour charges > 1 an	465		- 4	- 79		71	453
Autres provisions pour charges < 1 an	7 041		- 1 775	- 1 281		- 71	3 914
Total Provisions pour charges	7 506	-	- 1 779	- 1 360	-	-	4 367

En novembre 2025, le Groupe a présenté un projet de réorganisation articulé autour de cinq axes (relations marques, plateforme unifiée, désirabilité client, mutation technologique, modèle plus agile et rentable). Il était alors partagé que sa mise en œuvre pouvait entraîner jusqu'à 121 suppressions de postes à partir de T2 2026. Une provision de 7,0M€ avait été constituée dans les comptes 2025 à ce titre.

Au cours du premier semestre 2026 une reprise d'un montant de -3,1M€ a été constatée, composée de : 1,8M€ correspondant aux coûts engagés sur le premier semestre et 1,3M€ d'ajustements liés à l'actualisation des hypothèses.

Les autres provisions pour charges correspondent principalement à la contribution patronale liée à l'attribution des plans d'actions gratuites au cours de l'exercice. Les provisions pour risques concernent principalement des litiges salariés et commerciaux.

5.9. Emprunts et dettes financières

en K€	31/12/2025	Emprunts levés	Emprunts remboursés	Variations sans effets sur la trésorerie			30/06/2026
				Nouveaux contrats de location	Modifications de contrats de location	Reclassements & autres mouvements	
Emprunts auprès établis. de crédit ⁽¹⁾	40 000					- 201	39 799
Dettes locatives	9 517			700	- 18	163	10 362
Total Dettes financières long terme	49 517	-	-	700	- 18	- 38	50 161
Emprunts auprès établis. de crédit	268		- 407			270	131
Dettes locatives	3 515		- 1 191			- 163	2 161
Autres emprunts et dettes assimilés ⁽²⁾	2 140		- 2 140				-
Concours bancaires (dettes)	30						30
Total Dettes financières court terme	5 953	-	- 3 738	-	-	107	2 322
Total Emprunts et dettes financières	55 470	-	- 3 738	700	- 18	69	52 483

- (1) Dans le cadre de la procédure de conciliation, le Groupe a obtenu en 2025 l'accord de la part du pool bancaire sur le report de 22 mois des échéances restant dues au titre du prêt de refinancement RCF (soit deux échéances de 10 millions d'euros chacune en octobre 2027 et octobre 2028) et un report de la maturité des deux crédits de 22 mois également, soit au 17 octobre 2028.

En conséquence, le Groupe présente en passifs non courants les dettes bancaires concernées reflétées dans les états financiers au 30 juin 2026.

Dans le cadre de l'actualisation de ses projections financières, la Société anticipe, sur la base d'une consommation des ménages au ralenti, et des éléments opérationnels actuellement disponibles, un non-

respect probable du covenant bancaire relatif à l'EBITDA annuel 2026. Cette situation pourrait conduire le groupe à reclasser les emprunts auprès des établissements de crédit à long terme en dettes financières à court terme.

- (2) En 2025, le Groupe a lancé un programme de mobilisation de créances commerciales. Le montant des créances cédées s'élevait à 2,1M€ au 31 décembre 2025, celles-ci restant comptabilisée au bilan du Groupe qui en conserve le risque de recouvrement, en contrepartie du poste « Autres emprunts et dettes assimilées ». L'établissement de crédit a été intégralement remboursé au cours du premier semestre 2026.

5.10. Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable

La classification des actifs et passifs financiers, ainsi que le niveau de juste valeur est présenté dans le tableau ci-dessous :

30/06/2026						Niveau de juste valeur		
Classes d'actifs et de passifs	Actifs/Passifs évalués à la JV par le compte de résultat	Actifs/Passifs évalués au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par capitaux propres	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe	Cotations sur un marché actif Niveau 1	Modèle interne basé sur des données observables Niveau 2	Modèle interne sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers	133	15 271		15 404	15 404		15 404	
Créances d'exploitation et autres créances courantes		56 506		56 506	56 506		56 506	
Trésorerie et Equivalents de trésorerie		12 819		12 819	12 819	12 819		
TOTAL ACTIF	133	84 597	-	84 730	84 730	12 819	71 910	-
Emprunts et dettes financières		50 161		50 161	50 161		50 161	
Autres dettes non courantes		4 386	1 087	5 473	5 473		5 473	
Emprunts et concours bancaires (part < 1 an)		2 322		2 322	2 322		2 322	
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes		163 235		163 235	163 235		163 235	
Dettes liées à l'activité d'intermédiation								
Instruments financiers dérivés								
TOTAL PASSIF	-	220 104	1 087	221 191	221 191	-	221 191	-

31/12/2025						Niveau de juste valeur		
Classes d'actifs et de passifs	Actifs/Passifs évalués à la JV par le compte de résultat	Actifs/Passifs évalués au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par capitaux propres	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe	Cotations sur un marché actif Niveau 1	Modèle interne basé sur des données observables Niveau 2	Modèle interne sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers	100	15 193		15 293	15 293		15 293	
Créances d'exploitation et autres créances courantes		58 246		58 246	58 246		58 246	
Trésorerie et Equivalents de trésorerie		43 455		43 455	43 455	43 455		
TOTAL ACTIF	100	116 894	-	116 994	116 994	43 455	73 539	-
Emprunts et dettes financières		49 517		49 517	49 517		49 517	
Autres dettes non courantes		6 426	1 103	7 529	7 529		7 529	
Emprunts et concours bancaires (part < 1 an)		5 953		5 953	5 953		5 953	
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes		172 302		172 302	172 302		172 302	
TOTAL PASSIF	-	234 198	1 103	235 301	235 301	-	235 301	-

5.11. Plans d'attributions gratuites d'actions

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé le 25 septembre 2015, le 30 mai 2016 et le 26 juin 2017, le 26 juin 2018, le 12 mars 2020, le 16 décembre 2020 et 2021 ainsi que le 21 juin 2022, le 15 décembre 2022, le 8 mars et le 8 juin 2023 le Conseil d'Administration à attribuer à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de 38 mois, des actions gratuites. Ces plans sont soumis à des conditions de présence et de performance.

Les principales caractéristiques de ces plans et les bases de calcul sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Date de l'assemblée générale	Date du conseil d'administration	Nb total d'actions gratuites autorisées	Nb total d'actions gratuites attribuées au cours des exercices précédents	Nb total d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	Nb total d'actions gratuites exercées	Nb total d'actions gratuites annulées	Nb total d'actions restantes au 30 juin 2026	Durée d'acquisition moyenne pondérée des actions gratuites (en années)	Prix de l'action à la date d'attribution
Plan n°24	22/06/2022	15/12/2022	1 951 218	1 951 218	-	-306 863	-1 644 355	-	2	1,72
Plan n°25	22/06/2022	15/12/2022	447 562	447 562	-	-115 498	-332 064	-	2	1,72
Plan n°27	22/06/2022	08/06/2023	180 000	180 000	-	-56 250	-56 250	67 500	2	1,39
Plan n°28	30/06/2023	14/03/2024	362 118	362 118	-	-	-323 576	38 542	2	0,98
Plan n°29	30/06/2023	14/03/2024	797 844	797 844	-	-210 488	-420 128	167 228	2	0,98
Plan n°30	19/06/2024	13/03/2025	1 461 999	1 461 999	-	-120 169	-942 496	399 334	2	0,83
Plan n°31	19/06/2024	15/04/2025	285 000	285 000	-	-	-95 000	190 000	2	0,68

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur et sur la base d'une hypothèse actualisée de présence des attributaires, la charge reconnue en « Autres charges opérationnelles » s'élève à -15 K€ au 30 juin 2026 (avant contributions patronales).

5.12. Résultat par action

Résultat net par action

	30/06/2026	30/06/2025
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de l'entité consolidante (en K€)	- 23 120	- 30 293
Nombre d'actions ordinaires pondérées	115 916 813	115 814 796
Résultat par action (en €)	- 0,199	- 0,262

Résultat net dilué par action

	30/06/2026	30/06/2025
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de l'entité consolidante (en K€)	- 23 120	- 30 293
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	116 690 681	115 408 497
Résultat dilué par action (en €)	- 0,198	- 0,262

6. EXPOSITION DU GROUPE AUX RISQUES FINANCIERS

6.1. Risque de marché

Risque de change

Le Groupe n'est pas exposé de manière significative au risque de change sur ses activités opérationnelles. La grande majorité des transactions (ventes internet) effectuée par ses clients est facturée ou payée en euros. L'essentiel des achats effectués auprès des fournisseurs est facturé ou payé en euros.

Si l'euro s'apprécie (ou diminue) par rapport à une autre monnaie, la valeur en euro des éléments d'actif et de passif, de produits et de charges initialement comptabilisés dans cette autre devise diminuera (ou augmentera). Ainsi, les variations de valeur de l'euro peuvent avoir un impact sur la valeur en euro des éléments d'actif et de passif, les produits et les charges non libellés en euros, même si la valeur de ces éléments n'a pas varié dans la devise d'origine.

Une variation de 10 % des parités sur les devises autres que les devises fonctionnelles des filiales n'auraient pas d'impact significatif sur le résultat net du Groupe du premier semestre 2026, comme cela a été le cas sur les exercices antérieurs.

Risque de taux d'intérêt

Placements de trésorerie

Le Groupe est en principe exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses placements de trésorerie.

Le Groupe fait très peu de placements à court terme. L'impact d'une baisse des taux d'intérêt de 1 point aurait donc eu un impact non significatif sur le résultat net du Groupe, comme cela a été le cas en 2025.

Financements bancaires

Le Groupe, dans le cadre du contrat de crédit syndiqué signé le 17 décembre 2021, le « Contrat de Crédits », est exposé à un risque de taux d'intérêt. Ce Contrat de Crédits est constitué d'un Prêt de Refinancement de 50 millions d'euros et un Crédit Renouvelable d'un montant maximum de 20 millions d'euros.

Au 30 juin 2025, le montant restant dû au titre du Prêt de Refinancement est de 20 millions d'euros, amortissable le 17 décembre 2025 à hauteur de 10 millions d'euros et le 17 décembre 2026 à hauteur de 10 millions d'euros.

Au 30 juin 2025, le Crédit Renouvelable est tiré à hauteur de 20 millions d'euros. La date finale d'utilisation du Crédit Renouvelable est au 17 décembre 2026.

Dans le cadre du protocole de conciliation signé le 8 janvier 2026, les échéances de la tranche amortissable ont été reportées de 22 mois (échéances de 10 M€ en octobre 2027 et octobre 2028) et la maturité de la ligne renouvelable (20 M€) a été repoussée au 17 octobre 2028.

La charge d'intérêt afférente au 30 juin 2026 s'est élevée à 0,9 million d'euros et prend en compte la variation du taux variable contractuel de référence de l'ordre de +30 points de base entre le 1er janvier et le 30 juin 2026. Une variation à la hausse ou à la baisse de 100 points de base de ce taux entraînerait un impact favorable ou défavorable de 0,4 million d'euros

Conformément au protocole de conciliation signé le 8 janvier 2026, les banques concernées ont accepté de modifier les termes du contrat de financement, de sorte que le covenant de ratio de levier ne soit pas testé aux 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025. Par ailleurs, un test d'EBITDA IFRS s'appliquera pour les exercices clos aux 31 décembre 2026 et 31 décembre 2027.

6.2. Risque de liquidité

Afin de gérer le risque de liquidité pouvant résulter de l'exigibilité des passifs financiers, que ce soit à leur échéance contractuelle ou par anticipation, le Groupe met en œuvre une politique de financement prudente reposant en particulier sur le placement de sa trésorerie excédentaire disponible en placements financiers sans risque.

6.3. Risque de crédit

Les actifs financiers qui pourraient par nature exposer le Groupe au risque de crédit ou de contrepartie correspondent principalement :

- aux créances clients : ce risque est contrôlé quotidiennement à travers les processus d'encaissement et de recouvrement. En outre, le nombre élevé de clients individuels permet de minimiser le risque de concentration de crédit afférent aux créances clients ;
- et aux placements financiers : le Groupe a pour politique de répartir ses placements sur des supports monétaires de maturité courte, en général pour une durée inférieure à 1 mois, dans le respect de règles de diversification et de qualité de contrepartie.

La valeur comptable des actifs financiers comptabilisée dans les états financiers, qui est présentée déduction faite des pertes de valeur, représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit.

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers significatifs en souffrance et non dépréciés.

7. PARTIES LIEES

7.1. Parties liées ayant un contrôle sur le Groupe

Au 30 juin 2026 le Groupe SRP n'a consenti aucun prêt ni emprunt en faveur de membres de la Direction du Groupe.

La rémunération des mandataires sociaux est détaillée dans le tableau ci-dessous :

<i>en K€</i>	30/06/2026	30/06/2025
Rémunérations fixes	293	349
Rémunérations variables	-	-
Total	293	349

7.2. Autres parties liées

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe réalise des transactions avec des entités partiellement détenues par certains dirigeants du Groupe. Ces opérations, réalisées sur la base de prix de marché, sont essentiellement relatives à la location des biens immobiliers suivants au site des Sables d'Olonne, le siège social à Saint Denis ainsi que celui de la filiale en Espagne :

<i>en K€</i>	30/06/2026	30/06/2025
Charge d'amortissement du droit d'usage	430	474

8. ENGAGEMENTS HORS BILAN

8.1. Engagements reçus

Dans le cadre de la cession des parts aux fondateurs The Bradery, le Groupe dispose d'un droit de suite et pourra bénéficier potentiellement de compléments de prix avec effet, respectivement, jusqu'en 2028 et 2030.

8.2. Engagements donnés

Dans le cadre du protocole de conciliation, un certain nombre d'engagements sont prévus au profit des créanciers, qui seront reflétés dans l'avenant au Contrat de Crédit initial.

Dans le cadre du programme de mobilisation de créances commerciales, SRP a consenti la cession/nantissement du compte bancaire dédié où sont encaissés les paiements des clients concernés.

9. AUTRES INFORMATIONS

9.1. Effectif fin de période

<i>En nombre d'employés</i>	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2025
Cadres	590	625	687
Non cadres	486	413	404
Total Effectif	1 076	1 038	1 091

Au 30/06/2026 les effectifs atteignent 1 076 salariés, en progression de 38 salariés par rapport au 31/12/2025, en raison de l'internalisation d'une partie des postes intérimaires sur le site logistique de Saint Witz.

9.2. Évènements postérieurs à la clôture

Sur la base des performances financières réalisées à date et des projections actualisées pour l'exercice 2026, le Groupe a informé le marché, le 23 septembre 2026, du caractère probable du non-respect, au 31 décembre 2026, du covenant bancaire relatif à l'EBITDA.

À la date d'arrêté des présents comptes semestriels, le Groupe a prévu d'engager des discussions avec les banques concernées afin d'obtenir un standstill ou de convenir de toute autre mesure appropriée permettant de traiter les conséquences de cette situation.

B/ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Les états financiers consolidés condensés semestriels sont établis conformément aux normes IFRS qui ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes du Groupe.

1. CHIFFRES CLES S1 2026

(millions €)	S1 2024	S1 2025*	S1 2026	Var 26/25 en %
Chiffre d'affaires net	318,1	275,6	218,1**	-20,9%
Chiffre d'affaires Internet total	313,3	269,8	215,1	-20,3%
Marge Brute	121,9	94,8	77,6	-18,2%
Marge brute en % du CA	38,3%	34,4%	35,6%	1,2pt
Charges Opérationnelles	128,9	120,9	99,3	-17,9%
En % du chiffre du CA	40,5%	43,9%	45,5%	1,6pt
EBITDA ajusté¹	1,6	-18,2	-14,6	19,8%
EBITDA ajusté en % du CA	0,5%	-6,6%	-6,7%	-0,1pt
Résultat net	-20,7	-30,3	-23,1	-23,8%

*incluant The Bradery

** 218,5 M€ publiés fin juillet 2026 = Ajustement du cut-off Media pour -0,4 M€

2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

- Showroomprivé enregistre un **volume d'affaires²** de 367,0 M€ (-16,5% vs 2025 incluant The Bradery) sur les six premiers mois de l'année 2026 et un recul de son chiffre d'affaires à 218,1 M€ (-20,9% vs 2025 incluant The Bradery), un recul plus important que celui de la GMV en raison essentiellement du mix des activités.
- Sur ses **relais de croissance**, le Groupe affiche des **performances encourageantes** : La **Marketplace** (GMV +40,9% versus S1 2025) a poursuivi sa croissance, depuis les ouvertures en 2024 de la Belgique / Portugal / Espagne, ces pays continuent de contribuer à la croissance en 2026. Le pôle Voyages & Loisirs poursuit sa stabilisation à +1%, dans un marché nettement baissier en raison du conflit au Moyen-Orient, l'offre diversifiée dans les expériences en France et dans le moyen-courrier européen ayant permis de limiter les impacts.
- Toujours impacté par le retrait des ventes, **l'EBITDA ajusté négatif s'établit à -14,6 M€**.
- **Trésorerie de 13 M€** au 30 juin 2026.

¹ L' « EBITDA ajusté » s'entend de l'EBITDA duquel sont soustraits les « autres produits et charges opérationnels » et le « coût des paiements en actions ».

² Le volume d'affaires (« GMV »), ou « ventes », représente, toutes taxes comprises, le montant total de la transaction facturée et inclut donc les ventes Internet brutes, y compris les ventes sur la Marketplace, les autres services et autres revenus.

3. COMMENTAIRES DÉTAILLÉS PAR TYPES D'INDICATEURS

Détails du chiffre d'affaires³

(millions €)	S1 2025*	S1 2026	Var 26/25 (%)
Volume d'affaires (GMV) (m€)	439,7	367,0	-16,5%
CA Internet France	211,1	153,6	-27,2%
CA Internet International	58,7	61,4	+4,6%
Chiffre d'affaires Internet Total	269,8	215,1	-20,3%
Autres revenus	5,8	3,0	-48,3%
Chiffre d'affaires net	275,6	218,1	-20,9%

*incluant The Bradery

Quoiqu'impacté par la sortie de The Bradery du périmètre du Groupe le 19 décembre 2025, le premier semestre 2026 fait ressortir trois dynamiques encourageantes : la très forte progression de la Marketplace, la croissance du chiffre d'affaires International et l'amélioration séquentielle de l'activité entre le T1 et le T2. Néanmoins, dans un environnement de consommation toujours contraint, Showroomprivé a réalisé au 1er semestre de son exercice 2026 un volume d'affaires (GMV) de 367,0 M€, en repli de -16,5%, en comparaison avec la période correspondante de 2025.⁴ Le chiffre d'affaires est également en recul de -20,3% par rapport à celui de l'année 2025⁵, un recul plus important que celui de la GMV en raison essentiellement du mix des activités.

Parmi les acteurs des sites événementiels, Showroomprivé développe sa part de marché⁶ à 14,5% au 1er semestre 2026 contre 14,0% au 1er semestre 2025. Le marché des ventes événementielles reste animé par deux tendances majeures : les nouveaux entrants sur ce marché (les plateformes internationales low-cost et les acteurs de la second-main) et les consommateurs qui priorisent leurs dépenses dans un environnement économique incertain.

Sur les métiers historiques, le Groupe a globalement constaté une baisse de la GMV au cours du premier semestre :

- Le **pôle Mode**, avec une croissance de +0,9% de sa GMV, est en légère amélioration vs l'évolution de 2025 (-18% hors The Bradery) porté par les performances de la Chaussure (+19%) et la poursuite du rebond du Prêt-à-porter (+2%) mais toujours en recul sur certains secteurs comme ceux du bijou (-18%) et du sport (-7%). Dans ce contexte contrasté, le Groupe poursuit ses actions en s'appuyant sur des équipes commerciales consolidées par des profils plus seniors et plus expérimentés.
- Le **pôle Maison & Tech** est fortement touché avec une baisse de -24% ; l'électro-ménager (-40%) et le meuble (-17%) subissent les plus fortes baisses, toujours pénalisés par les plateformes à bas prix, la montée du reconditionné et le recul des logements neufs. Un changement managérial est actuellement en cours afin d'inverser la tendance dès le second semestre 2026.
- Avec -39,8% sur la période, le **pôle Beauté** enregistre le plus fort recul d'activité.

³ Ces données n'ont pas été auditées et n'ont pas fait l'objet d'une revue par les commissaires aux comptes

⁴ Incluant The Bradery.

⁵ Incluant The Bradery.

⁶ 2 Source Fox Intelligence Retail (hors The Bradery)

SRP Services : au premier semestre, le chiffre d'affaires du pôle SRP Services s'inscrit en retrait de -18,3%, notamment impacté par la décroissance des business units Beauté et Maison & Tech. Pour autant, la demande sur la commercialisation d'espaces média reste particulièrement dynamique et le pôle accélère sur de nouveaux relais de croissance innovants destinés à enrichir l'offre proposée aux marques et à soutenir le retour à la croissance de l'activité.

Beauté Privée : la migration vers Shopify constitue une transformation structurante de la plateforme technologique et commerciale. Ses bénéfices sont attendus progressivement, au rythme de l'enrichissement des parcours clients, des outils de pilotage et des activations CRM. Une revue stratégique du pôle est actuellement en cours et des évolutions managériales sont prévues afin d'assurer l'exécution du plan de redressement. Toutes les actions engagées sur les volets technologiques, commerciaux et clients doivent soutenir une amélioration graduelle de la performance d'ici la fin de l'exercice 2026.

Sur ses **relais de croissance**, le Groupe affiche des performances encourageantes :

- La **Marketplace** (GMV +40,9% versus S1 2025) a poursuivi sa croissance, depuis les ouvertures en 2024 de la Belgique / Portugal / Espagne, ces pays continuent de contribuer à la croissance en 2026.
- Le **pôle Voyages & Loisirs** poursuit sa stabilisation à +1%, dans un marché nettement baissier en raison du conflit au Moyen-Orient, l'offre diversifiée dans les expériences en France et dans le moyen-courrier européen ayant toutefois permis de limiter ces impacts.

INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

	S1 2025*	S1 2026	Var 26/25 en %
Volume d'affaires (GMV) (m€)	439,7	367,0	-16,5%
Nouveaux acheteurs** (en millions)	0,4	0,3	-25%
Acheteurs*** (en millions)	2,1	1,7	-19%
dont acheteurs fidèles****	1,6	1,4	-12,5%
En % du nombre d'acheteurs total	75%	80%	+5pt
Nombre de commandes (en millions)	4,8	4,1	-14,6%
GMV par acheteur (€)	205,3	212,6	+3,4%
Nbre de commandes par acheteur	2,2	2,4	+9%
Taille du panier moyen (€)	92,2	90,2	-2,2%

* Incluant The Bradery

** L'ensemble des acheteurs ayant effectué au moins un achat sur les plates-formes du Groupe depuis son lancement

*** Membre ayant effectué au moins une commande au cours de l'année

**** Membre ayant effectué au moins une commande au cours de l'année et au moins une commande lors des années précédentes

DES RÉSULTATS TRADUISANT LA BAISSSE DES VOLUMES ET LES INVESTISSEMENTS DE DÉVELOPPEMENT

(millions €)	S1 2025*	S1 2026	Variation 26/25 en %
Chiffre d'affaires net	275,6	218,1	-20,9%
Coût des ventes	-180,7	-140,4	-22,3%
Marge brute	94,8	77,6	-18,1%
Marge brute en % du CA	34,4%	35,6%	+1,2pt
Marketing	-12,0	-9,4	-21,7%
en % du CA	4,4%	4,3%	-0,1pt
Logistique	-69,1	-55,8	-19,2%
en % du CA	25,1%	25,6%	+0,5pt
Frais généraux et administratifs	-39,8	-34,0	-14,6%
en % du CA	14,4%	15,6%	1,2pt
Total des charges opérationnelles en % du chiffre d'affaires	-120,9 43,9%	-99,3 45,5%	-17,9% +1,6pt
Résultat opérationnel courant	-26,1	-21,6	-17,2%
EBITDA ajusté	-18,2	-14,6	-19,8%

* Incluant The Bradery

Sur le premier semestre 2026, la marge brute s'établit à 77,6 millions d'euros en recul de 17 millions d'euros par rapport à la même période de 2025 (incluant The Bradery). Elle ressort à 35,6% du chiffre d'affaires contre 34,4% au premier semestre 2025, soit un recul en valeur, mais une progression de +1,2pt en pourcentage, notamment impactée par un ralentissement de la cession de vieux stock.

Les charges opérationnelles ressortent à hauteur de 45,5% du chiffre d'affaires contre 43,9% au premier semestre 2025, une hausse limitée dans un contexte de forte baisse de l'activité. L'évolution des coûts est ainsi répartie de la manière suivante :

- Stabilité des dépenses marketing à 4,3% du chiffre d'affaires ;
- Amélioration opérationnelle des couts de logistique, reflétant l'optimisation du fonctionnement de la plateforme de Saint Witz ;
- Baisse des couts de support

Prenant en compte ces éléments, l'EBITDA ajusté ressort à -14,6 million d'euros contre -18,2 millions d'euros au premier semestre 2025 (incluant The Bradery).

Présentation simplifiée du compte de résultat, du résultat opérationnel courant au résultat net

(millions €)	S1 2025*	S1 2026	Variation 26/25 en %
Résultat opérationnel courant	-26,1	-21,6	-17,2%
Autres produits et charges opérationnels	-3,4	-0,2	-94,3%
Résultat opérationnel	-29,1	-21,9	-24,7%
Frais financiers nets	-0,9	-1,1	+22%
Autres produits et charges financiers	0,6	-0,1	
Résultat avant impôt	-29,8	-23,1	-22,5%
Impôts sur les bénéfices	-0,5	-0,02	-96%
Résultat net	-30,3	-23,1	-23,8%

* Incluant The Bradery

Les autres produits et charges opérationnels se limitent à 0,2 millions d'euros.

Les frais financiers nets ressortent à -1,1 million d'euros, globalement stables par rapport au premier semestre 2025. Les autres produits et charges financières ressortent à -0,1 millions d'euros. Le Résultat avant impôt s'établit à -23,1 millions d'euros sur la période.

Le Groupe constate par ailleurs une charge d'impôt de 0,02 millions d'euros.

En conséquence, le résultat net du Groupe ressort à -23,1 millions d'euros au premier semestre 2026.

TRÉSORERIE

Au 30 juin 2026, le Groupe disposait d'une trésorerie consolidée disponible⁷ de 12,8 M€.

(millions €)	S1 2025	S1 2026 ⁸
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-13,9	-24,1
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-4,2	-1,6
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	17,7	-4,9
Variation nette de la trésorerie	-0,4	-30,6
Trésorerie d'ouverture	46,0	43,5
Variation de la trésorerie	-0,4	-30,6
Trésorerie de clôture	45,7	12,8

Les flux de trésorerie générés par l'activité ressortent à -24,1 M€ au premier semestre 2026 contre -13,9 M€ lors de la même période en 2025.

Les flux liés aux investissements s'élèvent à -1,6 M€ sur la période, en nette diminution par rapport au premier semestre 2025, dont 1 M€ de R&D.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ressortent à -4,9 M€, contre 17,7 M€ au premier semestre 2025 qui comprenaient 20 M€ de tirage sur la ligne de RCF.

⁷ La «trésorerie consolidée disponible» correspond à l'agrégat tel que reflété dans les comptes IFRS (incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie)

⁸ Ces données n'ont pas été auditées et n'ont pas fait l'objet d'une revue par les commissaires aux comptes

PERSPECTIVES 2026 ET 2027

Le redressement mensuel de la croissance de GMV observé tout au long du T2 conforte le Groupe dans l'exécution de son plan de transformation, tout en maintenant une approche prudente compte tenu d'un environnement de consommation toujours difficile.

Au second semestre, Showroomprivé concentrera ses efforts sur le renforcement des équipes et de la gouvernance de ses principales activités, notamment Maison & Tech, Beauté, Media, Voyage et International. L'arrivée de profils expérimentés doit permettre d'améliorer la qualité de l'exécution commerciale et d'accélérer les plans de redressement engagés.

Le Groupe poursuivra parallèlement la transformation de son offre et de l'expérience client, avec un focus particulier sur la Marketplace, l'international, le Social Retail Media et la relance des catégories historiques.

Les évolutions d'organisation dans les fonctions « Offres et clients » et e-commerce visent à renforcer la cohérence entre stratégie commerciale, production, UX et UI.

Les actions de réduction des coûts opérationnels et des frais généraux seront poursuivies avec discipline. Combinées au renforcement des équipes et à l'accélération des moteurs de croissance, elles doivent permettre au Groupe de préparer activement son rebond et de renouer progressivement avec une trajectoire de création de valeur durable.

4. ELEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LE 30 JUIN 2026

Sur la base des performances financières réalisées à date et des projections actualisées pour l'exercice 2026, le Groupe a informé le marché, le 23 septembre 2026, du caractère probable du non-respect, au 31 décembre 2026, du covenant bancaire relatif à l'EBITDA.

À la date d'arrêté des présents comptes semestriels, le Groupe a prévu d'engager des discussions avec les banques concernées afin d'obtenir un standstill ou de convenir de toute autre mesure appropriée permettant de traiter les conséquences de cette situation.

5. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2026

Les risques et incertitudes pour le second semestre 2026 sont de même nature que ceux décrits dans la section 3 du document d'enregistrement universel 2025 déposé le 29 avril 2026 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Par ailleurs, lors de l'établissement des comptes semestriels la Direction générale évalue la capacité de la société à poursuivre son exploitation. En particulier, la Direction générale réapprécie régulièrement la capacité de financement de la société en tenant compte de l'échéance des différents actifs et passifs et de ses cash-flows prévisionnels.

Dans un environnement économique demeurant marqué par une consommation atone et une intensification de la concurrence dans le secteur de l'e-commerce à bas prix, le Groupe a enregistré au premier semestre 2026 un recul de ses volumes et de son chiffre d'affaires dans ses activités historiques. Le Groupe poursuit par ailleurs la mise en œuvre de son plan de réorganisation destiné à renforcer les relations avec les marques, moderniser sa plateforme, améliorer l'expérience client et accroître l'agilité de son modèle opérationnel. Le plan de départs annoncé au second semestre 2025 a commencé à être mis en œuvre au premier semestre 2026.

Le 16 janvier 2026, un protocole de conciliation conclu avec les établissements bancaires du Groupe a été homologué.

Ce protocole prévoit notamment le report des échéances de dettes bancaires, à hauteur de 10 millions d'euros à compter d'octobre 2027 et de 30 millions d'euros en 2028, ainsi que l'introduction de nouveaux engagements financiers fondés sur un niveau d'EBITDA cible. L'avenant au contrat de crédit a été signé le 29 mai 2026.

Sur la base des dernières performances financières constatées et des projections actualisées pour l'exercice 2026, le Groupe a communiqué, le 23 septembre 2026, que le non-respect du covenant bancaire relatif à l'EBITDA au 31 décembre 2026 était probable.

Le Groupe va donc engager des discussions avec ses partenaires bancaires afin d'obtenir un standstill ou toute autre mesure permettant de traiter les conséquences de cette situation.

Sous réserve de l'issue favorable de ces discussions, sur la base de la situation de trésorerie au 30 juin 2026 et des prévisions opérationnelles les plus récentes, la Société considère qu'elle a la capacité de faire face à ses besoins de trésorerie et d'honorer ses engagements financiers sans avoir recours à de nouveaux financements auprès de partenaires bancaires, et donc de poursuivre son activité, pour les 12 mois à compter de la date d'arrêt des comptes semestriels 2026. Ainsi, les comptes semestriels 2026 ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation.

Toutefois, la confirmation de ce postulat dépendra de (i) l'évolution de la conjoncture et du contexte macro-économique qui impactent les décisions des clients, (ii) du chiffre d'affaires et des niveaux de marge qui seront observés au cours des prochains mois résultant des actions de réorganisation entreprises par la Société et (iii) de l'obtention du standstill auprès de ses partenaires bancaires.

En cas d'évolution défavorable sur un ou plusieurs de ces facteurs, la Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité générant une incertitude significative sur la continuité d'exploitation de la Société.

6. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Pacte d'actionnaires en date du 10 janvier 2018 conclu entre les fondateurs de la Société, Messieurs David Dayan, Thierry Petit, Eric Dayan et Michaël Dayan d'une part, et la société Carrefour d'autre part, constitutif d'une action de concert entre eux vis-à-vis de la société SRP GROUPE présenté au paragraphe précédent. Ce pacte a été reconduit tacitement par les parties à sa date d'échéance et a été autorisée par le Conseil d'administration du 24 avril 2025. Cette reconduction est justifiée par l'intérêt stratégique que représente l'accord stratégique avec le groupe Carrefour pour la Société.

7. PERSPECTIVES

Selon la FEVAD⁹, avec près de 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires, plus de 3,2 milliards de transactions et 42,2 millions de cyberacheteurs, le e-commerce confirme sa place dans le quotidien de tous les Français et entre désormais dans une nouvelle phase de transformation portée par l'intelligence artificielle.

Avec une part désormais estimée à 12 % du commerce de détail, le e-commerce confirme son rôle structurant dans le commerce français. Plus qu'un secteur, il s'impose désormais comme un mode de consommation durablement ancré dans le quotidien des Français et continue de se développer en renouvelant sans cesse ses usages et ses services.

⁹ FEVAD, Communiqué de presse du 1^{er} juillet 2026, « La FEVAD dévoile l'édition 2026 des « Chiffres clés du e-commerce » »

Le nombre de cyberacheteurs continue de progresser pour atteindre 42,2 millions, soit 80 % des Français âgés de 16 à 74 ans. Le e-commerce est désormais un usage largement partagé, qui concerne toutes les générations et l'ensemble des catégories de population.

Les consommateurs réalisent désormais 75 achats par an en moyenne pour une dépense annuelle de 4 657 euros. Cette progression s'accompagne d'une diversification des usages, du développement des parcours multicanaux et d'une montée en puissance du smartphone comme outil d'achat.

Le e-commerce poursuit également son évolution en matière de paiement et de livraison. Les solutions de paiement se diversifient, tandis que les modes de livraison hors domicile représentent désormais près d'une livraison sur deux, traduisant la recherche croissante de flexibilité des consommateurs.

Dans un environnement toujours plus concurrentiel, les acteurs poursuivent leurs investissements pour consolider leurs positions. Les priorités portent en premier lieu sur l'informatique et la cybersécurité, mais aussi sur le marketing et les leviers de monétisation (market-places, retail media), dans un environnement où l'innovation technologique, notamment autour de l'IA, constitue un facteur clé de différenciation et de compétitivité.

Enfin, 65 % des e-commerçants français sont désormais présents à l'international et plus des trois quarts anticipent une augmentation de la part de leur chiffre d'affaires réalisée à l'étranger dans les deux prochaines années, illustrant la confiance du secteur dans ses perspectives de croissance hors de France.

Les données 2026 mettent également en évidence l'émergence rapide du commerce agentique. Du côté des entreprises, 94 % des e-commerçants utilisent désormais des solutions d'intelligence artificielle générative, tandis que près de 7 sur 10 considèrent le commerce agentique comme l'une des innovations les plus prometteuses pour les années à venir.

Du côté des consommateurs, près d'un cyberacheteur sur trois utilise déjà l'intelligence artificielle dans son parcours d'achat, principalement pour rechercher des informations, comparer des produits ou préparer sa décision d'achat. Parmi les utilisateurs réguliers d'IA, ce chiffre monte à près de 3 sur 4. Ce bouleversement extrêmement rapide fait de l'intelligence artificielle l'un des principaux moteurs de transformation du commerce en ligne.

Dans un contexte économique et géopolitique incertain, le e-commerce confirme sa capacité d'adaptation, même si le secteur reste sensible à la conjoncture. La reprise des ventes de produits, le dynamisme des services, la progression continue des usages et l'accélération des innovations technologiques témoignent de la solidité du secteur et de sa capacité à accompagner durablement les évolutions des modes de consommation.

**C/ ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL**

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

La Plaine Saint Denis, le 30 septembre 2026

David Dayan
Président-Directeur Général

D/ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2026

SRP GROUPE

1 rue des Blés ZAC Montjoie - 93212 PLAINE-SAINT-DENIS CEDEX



KPMG Audit IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Grant Thornton
29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine
France

SRP GROUPE

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière
semestrielle 2026**

Période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026

SRP GROUPE

1 rue des Blés ZAC Montjoie - 93212 PLAINE-SAINT-DENIS CEDEX



KPMG Audit IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Grant Thornton
29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine
France

SRP GROUPE

1 rue des Blés ZAC Montjoie - 93212 PLAINE-SAINT-DENIS CEDEX

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2026

Période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société, relatifs à la période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude liée à la continuité d'exploitation décrite dans la note 2.4 « Continuité d'exploitation », de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés.



II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 30 septembre 2026

KPMG Audit IS

Neuilly-sur-Seine, le 30 septembre 2026

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton
International

Jérôme Lo lacono
Associé

Alexandre Mikhail
Associé

**COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS
SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2026**

showroomprive•com

A/ COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2026

Sommaire :

1. États Financiers
2. Référentiel Comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation
3. Périmètre de consolidation
4. Notes sur le compte de résultat
5. Notes sur le bilan
6. Exposition du groupe aux risques financiers
7. Parties liées
8. Engagements hors bilan
9. Autres informations

1. ETATS FINANCIERS

1.1. État du résultat net et des autres éléments du résultat global

en K€	Notes	S1 2026	S1 2025
	Notes		
Chiffre d'affaires	4.1	218 063	275 576
Coût des ventes		- 140 424	- 180 738
Marge brute		77 639	94 838
Marge brute en % du CA		35,6%	34,4%
Marketing		- 9 384	- 12 003
Logistique & traitement des commandes		- 55 848	- 69 119
Frais généraux et administratifs		- 34 024	- 39 819
Amortissements des actifs incorporels reconnus à l'occasion d'un regroupement d'entreprise		-	-
Résultat opérationnel courant		- 21 617	- 26 102
Coûts des paiements en actions		15	496
Autres produits et charges opérationnels	4.2	- 249	- 3 484
Résultat opérationnel		- 21 851	- 29 091
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut		- 1 119	- 909
Coût de l'endettement financier		- 1 119	- 909
Autres produits et charges financiers		- 129	184
Résultat avant impôts		- 23 098	- 29 816
Impôts sur les bénéfices	4.3	- 21	- 477
Résultat après impôt		- 23 120	- 30 293
Résultat des ME			
Résultat des activités destinées à être cédées ou abandonnées			
Résultat net		- 23 120	- 30 293
Part attribuable aux actionnaires de l'entité consolidante		- 23 120	- 30 293
Part attribuable aux participations ne conférant pas le contrôle			
Résultat par action (en €)			
Résultat net par action		- 0,20	- 0,26
Résultat net dilué par action		- 0,20	- 0,26

1.2. État du résultat global

en K€		30/06/2026	30/06/2025
Résultat net		- 23 121	- 30 293
Ecart actuariel relatif aux avantages de personnel postérieurs à l'emploi	5.8	- 7	-
Total des éléments non recyclables ultérieurement en résultat net		- 7	-
Ecart de conversion		- 1	- 19
Total des éléments recyclables ultérieurement en résultat net		- 1	- 19
Résultat global		- 23 129	- 30 312

1.3. Bilan consolidé

en K€	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Goodwill	5.1	34 040	34 040
Autres Immobilisations incorporelles	5.2	44 230	45 739
Immobilisations corporelles	5.3	32 617	35 004
Autres actifs financiers		4 243	4 122
Impôts différés		0	0
Total des actifs non-courants		115 131	118 906
Stocks et en-cours	5.4	47 190	51 569
Clients, avances et acomptes versés	5.5	29 996	31 595
Créances d'impôt		303	278
Autres actifs d'exploitation courants	5.6	29 229	25 653
Autres actifs financiers courants	5.6	11 161	12 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.7	12 819	43 455
Total des actifs courants		130 698	164 722
Total des actifs		245 830	283 627
Capital		4 763	4 762
Primes liées au capital		217 791	217 791
Actions propres		- 6 497	- 6 424
Autres réserves		- 179 307	- 148 427
Résultat net		- 23 120	- 30 936
Total Capitaux propres, part du groupe		13 630	36 765
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Total des capitaux propres	1.5	13 630	36 765
Emprunts et dettes financières	5.9	50 161	49 517
Avantages du personnel	5.8	1 087	1 102
Autres provisions	5.8	638	581
Impôts différés		2 880	2 952
Autres passifs long terme		4 386	6 426
Total des passifs non courants		59 152	60 578
Emprunts et concours bancaires	5.9	2 322	5 953
Provisions	5.8	4 770	8 005
Fournisseurs		118 302	123 654
Dettes d'impôt		-	20
Autres passifs courants	5.6	47 651	48 651
Total des passifs courants		173 046	186 282
Total des passifs non-courants & courants		232 198	246 860
Total des passifs et capitaux propres		245 830	283 627

1.4. Tableau de flux de trésorerie consolidés

en K€	Notes	30/06/2026	30/06/2025
Résultat net		- 23 120	- 30 293
Elim. des provisions et amortissements		4 003	7 750
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		- 7	-
Elim. des autres éléments financiers		- 11	- 107
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions		- 15	- 431
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		- 19 151	- 23 081
Elim. de la charge (produit) d'impôt	4.4.	22	477
Elim. du coût de l'endettement financier		1 119	903
Incidence de la variation du BFR		- 5 972	9 681
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant impôt		- 23 982	- 12 020
Impôts payés (remboursement d'acompte)		- 136	- 1 908
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		- 24 118	- 13 928
Incidence des variations de périmètre		-	- 8
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	5.2. & 5.3.	- 2 488	- 4 893
Acquisition (cession) d'actifs financiers		- 33	-
Augmentation des prêts et avances consentis		-	- 1
Diminution des prêts et avances consentis		933	629
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		4	-
Autres flux liés aux opérations d'investissement		-	107
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		- 1 584	- 4 166
Cession (acquisition) nette d'actions propres		- 73	7
Emission d'emprunts		-	20 122
Remboursement d'emprunts et dettes locatives	5.9.	- 3 738	- 1 492
Intérêts financiers nets versés		- 1 119	- 904
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		- 4 929	17 733
Incidence de la variation des taux de change		- 4	- 18
Variation de la trésorerie		- 30 635	- 379
Trésorerie d'ouverture		43 455	46 043
Trésorerie de clôture		12 819	45 664

La composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la date de clôture est détaillée en annexe (cf. note 5.7)

1.5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Autres réserves Groupe		Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
				Autres éléments du résultat global	Autres réserves				
Situation au 01.01.2025	4 756	217 797	- 6 473	- 67	12 697	- 159 470	69 240	-	69 240
Résultat net						- 30 293	- 30 293		- 30 293
Ecart actuariel relatif aux avantages de personnel postérieurs à l'emploi							-		-
Ecarts de conversion				- 19			- 19		- 19
Résultat global	-	-	-	- 19	-	- 30 293	- 30 312	-	- 30 312
Augmentation de capital							-		-
Mouvements sur actions propres			7				7		7
AGA* et charges de stocks-options					- 431		- 431		- 431
Autres variations	6	- 6			- 8		- 8		- 8
Situation au 30.06.2025	4 762	217 791	- 6 466	- 86	12 258	- 189 763	38 496	-	38 496
Situation au 01.01.2026	4 762	217 791	- 6 424	- 67	12 109	- 191 406	36 765	-	36 765
Résultat net						- 23 120	- 23 120		- 23 120
Ecart actuariel relatif aux avantages de personnel postérieurs à l'emploi							- 7		- 7
Ecarts de conversion				- 1			- 1		- 1
Résultat global	-	-	-	- 8	-	- 23 120	- 23 128	-	- 23 128
Augmentation de capital							-		-
Mouvements sur actions propres			- 73				- 73		- 73
AGA* et charges de stocks-options					65		65		65
Dividendes versés							-		-
Autres variations							-		-
Situation au 30.06.2026	4 762	217 791	- 6 497	- 75	12 174	- 214 526	13 630	-	13 630

(*) La variation de la période correspond essentiellement aux attributions d'actions gratuites. Au 30 juin 2026, le capital social de la société SRP Groupe S.A. était constitué de 119 046 792 actions.

2. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION

2.1. Le Groupe

SRP Groupe S.A. est une société ayant son siège social en France à Saint Denis (93210), ZAC Montjoie, 1 Rue des Blés. SRP Groupe S.A. est la société mère du groupe Showroomprivé (l'ensemble désigné dans ce rapport comme « le Groupe ») dont l'activité principale est dédiée à la vente événementielle d'articles sur Internet. Les actions de SRP Groupe S.A. sont cotées sur le marché réglementé Euronext à Paris depuis 2015. Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés, préparés en application du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne, concernent SRP Groupe S.A. et ses filiales.

L'activité du Groupe est dédiée à la vente privée d'articles sur internet.

2.2. Faits marquants de la période

Showroomprivé enregistre un volume d'affaires¹ de 367,0M€ (-16,5% vs 2025 incluant The Bradery) sur les six premiers mois de l'année 2026 et un recul de son chiffre d'affaires à 218,1M€ (-20,7% vs 2025 incluant The Bradery), un recul plus important que celui de la GMV en raison essentiellement du mix des activités.

Sur ses relais de croissance, le Groupe affiche des performances encourageantes : La Marketplace (GMV +40,9% versus S1 2025) a poursuivi sa croissance, depuis les ouvertures en 2024 de la Belgique / Portugal / Espagne, ces pays continuent de contribuer à la croissance en 2026. Le pôle Voyages & Loisirs poursuit sa stabilisation à +1%, dans un marché nettement baissier en raison du conflit au Moyen-Orient, l'offre diversifiée dans les expériences en France et dans le moyen-courrier européen ayant permis de limiter les impacts.

Le plan de départs annoncés au cours du second semestre 2025 a été mis en œuvre à partir du 1er semestre 2026.

Début 2026, un protocole de conciliation a été conclu avec les banques, homologué en date du 16 janvier 2026, prévoyant notamment le report à octobre 2027 (10 M€) et à octobre 2028 (30 M€) des échéances des remboursements des dettes bancaires, une interdiction de distribution de dividendes et un nouveau covenant à respecter.

Environnement économique

Le premier semestre a été marqué par un ralentissement de la consommation et une concurrence accrue dans le e-commerce à bas prix (Shein, Temu, Vinted...), impactant négativement les volumes de ventes (GMV) et le chiffre d'affaires.

Concernant la hausse des taxes douanières, le Groupe n'est pas impacté par la hausse des droits de douane ou autres mesures imposées par les Etats-Unis.

Rationalisation des stocks

Depuis le 2^e trimestre 2025, le Groupe a combiné une réduction des achats de marchandises et une cession accélérée des stocks anciens. Cette stratégie a été poursuivie – à un moindre rythme - au cours du premier semestre 2026, a pesé sur l'EBITDA Ajusté, et a aussi réduit le niveau de stocks et donc amélioré la trésorerie.

¹ Le volume d'affaires (« GMV »), ou « ventes », représente, toutes taxes comprises, le montant total de la transaction facturée et inclut donc les ventes Internet brutes, y compris les ventes sur la Marketplace, les autres services et autres revenus.

Évolutions stratégiques

Au 30 juin 2026, le Groupe poursuit la mise en œuvre d'un nouveau plan qui s'inscrit dans la continuité du plan ACE, et entend maintenir ses efforts au second semestre 2026 et au-delà afin d'en approfondir significativement les effets.

Gouvernance

Le Conseil d'administration de la Société a poursuivi, au cours du premier semestre 2026, son évolution entamée en 2025 et acté les démissions, avec effet au 23 janvier 2026, de Mesdames Sophie Moreau-Garenne et Clémence Gastaldi.

Par décision du 12 février 2026, le Conseil d'administration a coopté Monsieur Jany Gerometta, en remplacement de Madame Amanda de Montal ; Madame Laurence Anne Parent, en remplacement de Madame Clémence Gastaldi ; et Madame Sophie Dahan, en remplacement de Madame Sophie Moreau-Garenne.

Ces cooptations ont été ratifiée par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société du 26 mars 2026. L'Assemblée générale des actionnaires du 26 mars 2026 a, par ailleurs, renouvelé pour une durée de quatre ans les mandats d'administrateurs de Monsieur Albin Jacquemont, Madame Brigitte Tambosi et Madame Emilie Patou, dont les mandats arrivaient à échéance. Les mandats d'administrateurs de Mesdames Laurence-Anne Parent et Rachel Marouani ont été renouvelés par l'assemblée des actionnaires du 25 juin 2026. Le Conseil se compose, au 30 juin 2026, de onze administrateurs, dont quatre administrateurs indépendants, et d'un censeur.

2.3. Référentiel comptable

Principes généraux et déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés en conformité avec la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers annuels.

Evolution des normes et interprétations

À l'exception des normes, amendements ou interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2026, les principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers consolidés semestriels condensés sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2025. Ils ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne au 30 juin 2026, et avec le référentiel IFRS, tel que publié par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétation publiés par l'IASB dont l'application est optionnelle ou non en vigueur au sein de l'Union européenne au 30 juin 2026.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 septembre 2026.

Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur

Les nouvelles normes, modifications et interprétations publiées par l'IASB mais qui ne sont pas encore appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- Adoptées par l'Union Européenne :
 - Norme IFRS 18 : États financiers : Présentation et informations à fournir.
- Non adoptées par l'Union Européenne :
 - Norme IFRS 19 : Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir et modifications ;
 - Norme IFRS 20 : Actifs et passifs réglementaires ;
 - Modifications d'IAS 21 : Effets des variations des cours des monnaies étrangères : Conversion d'un établissement à l'étranger situé dans une économie hyper-inflationniste.

Les normes, interprétations et amendements publiés respectivement par l'IASB et l'IFRS IC (IFRS Interpretations Committee), et d'application non obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 n'ont pas été appliqués par le Groupe. Le groupe procède actuellement à l'évaluation de l'impact de ces amendements sur les états financiers.

Pour la détermination de l'impôt sur les sociétés, le groupe a appliqué la norme IAS 34 qui prévoit de retenir le taux moyen d'impôt effectif attendu pour l'exercice, appliqué au résultat de la période (soit 25,83%).

2.4. Continuité d'exploitation

Lors de l'établissement des comptes semestriels la Direction générale évalue la capacité de la société à poursuivre son exploitation. En particulier, la Direction générale réapprécie régulièrement la capacité de financement de la société en tenant compte de l'échéance des différents actifs et passifs et de ses cash-flows prévisionnels.

Dans un environnement économique demeurant marqué par une consommation atone et une intensification de la concurrence dans le secteur de l'e-commerce à bas prix, le Groupe a enregistré au premier semestre 2026 un recul de ses volumes de ventes et de son chiffre d'affaires dans ses activités historiques. Le Groupe poursuit par ailleurs la mise en œuvre de son plan de réorganisation destiné à renforcer les relations avec les marques, moderniser sa plateforme, améliorer l'expérience client et accroître l'agilité de son modèle opérationnel. Le plan de départs annoncé au second semestre 2025 a commencé à être mis en œuvre au premier semestre 2026.

Le 16 janvier 2026, un protocole de conciliation conclu avec les établissements bancaires du Groupe a été homologué. Ce protocole prévoit notamment le report à octobre 2027 (10M€) et à octobre 2028 (30M€) des échéances des remboursements des dettes bancaires, ainsi que l'introduction de nouveaux engagements financiers fondés sur un niveau d'EBITDA cible. L'avenant au contrat de crédit a été signé le 29 mai 2026.

Sur la base des dernières performances financières constatées et des projections actualisées pour l'exercice 2026, le Groupe a communiqué, le 23 septembre 2026, que le non-respect du covenant bancaire relatif à l'EBITDA au 31 décembre 2026 était probable.

Le Groupe va donc engager des discussions avec les établissements bancaires signataires du protocole afin d'obtenir un standstill ou toute autre mesure permettant de traiter les conséquences de cette situation.

Sous réserve de l'issue favorable de ces discussions, sur la base de la situation de trésorerie au 30 juin 2026 et des prévisions opérationnelles les plus récentes, la Société considère qu'elle a la capacité de faire face à ses besoins de trésorerie et d'honorer ses engagements financiers sans avoir recours à de nouveaux financements auprès de son pool bancaire, et donc de poursuivre son activité, pour les 12 mois à compter de la date d'arrêté des comptes semestriels 2026. Ainsi, les comptes semestriels 2026 ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation.

Toutefois, la confirmation de ce postulat dépendra de (i) l'évolution de la conjoncture et du contexte macro-économique qui impactent les décisions des clients, (ii) du chiffre d'affaires et des niveaux de marge qui seront observés au cours des prochains mois résultant des actions de réorganisation entreprises par la Société et (iii) de l'obtention du standstill auprès des banques concernées.

En cas d'évolution défavorable sur un ou plusieurs de ces facteurs, la Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité générant une incertitude significative sur la continuité d'exploitation de la Société.

2.5. Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers selon le référentiel des normes IFRS nécessite de la part de la Direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui pourraient avoir un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et charges.

Ces estimations tiennent compte de données économiques et d'hypothèses susceptibles de variations dans le temps et comportent certains aléas. Elles concernent principalement les méthodes et hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises, le suivi de la valeur de l'écart d'acquisition, l'évaluation des actifs incorporels, l'évaluation des stocks, l'estimation des provisions, les actifs et passifs résultant des contrats de location, les impôts différés.

Dans le cadre de la préparation des états financiers intermédiaires consolidés condensés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

2.6. Saisonnalité

Généralement, la performance du 2^{ème} semestre est plus forte que celle du 1^{er} semestre du fait de la saisonnalité de l'activité et de la demande atteignant généralement un pic au quatrième trimestre de l'année, avant la période de Noël. Au cours de cette période, le Groupe réalise généralement son volume de ventes le plus important et acquiert le plus grand nombre de nouveaux membres. Cette saisonnalité a une incidence sur la trésorerie et le besoin en fonds de roulement au 1^{er} semestre. En effet, le Groupe doit régler au premier semestre ses fournisseurs pour les gros volumes de ventes conditionnelles ainsi que reconstituer ses stocks et payer les dépenses de marketing du quatrième trimestre de l'année précédente.

2.7. Réconciliation de l'EBITDA Ajusté avec le résultat net

en K€	Notes	S1 2026	S1 2025
Résultat net		- 23 120	- 30 293
Am. des actifs incorp. reconnus à l'occasion d'un regroupement d'entreprise		-	251
Am. et dép. des immobilisations		7 038	7 650
dont amort. en Logistique et traitement des commandes		2 334	1 846
dont amort. en Frais généraux et administratifs		4 704	5 805
Coût des paiements fondés sur des actions	5.11	- 15	- 496
Éléments non récurrents	4.2	249	3 915
Coût de l'endettement financier		1 119	909
Autres produits et charges financiers		129	- 615
Impôt sur les bénéfices		21	477
EBITDA Ajusté		- 14 580	- 18 201
EBITDA en % du CA		-6,7%	-6,6%

La ligne « Coût des paiements fondés sur des actions » correspond principalement à la charge IFRS 2 pour un montant de -15 K€.

3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1. Evolution du périmètre au cours de l'exercice

Aucune variation de périmètre n'a été constatée entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2026.

3.2. Périmètre de consolidation au 30 juin 2026

Les entités suivantes font partie du périmètre de consolidation à la date de clôture :

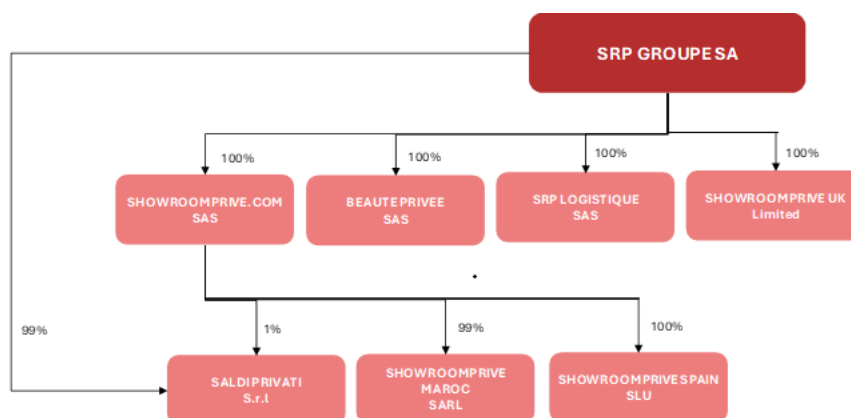
Entité juridique	Pays	Méthode de conso.	30/06/2026		30/06/2025	
			Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Taux de contrôle
SRP Groupe	France	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Showroomprivé.com SAS	France	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SRP Logistique SAS	France	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Beauté Privée SAS	France	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SRP Spain	Espagne	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Saldi Privati S.r.l.	Italie	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SRP Maroc	Maroc	C	99,99 %	100,00 %	99,99 %	100,00 %
Symmetric ⁽¹⁾	France	NC	-	-	53,91 %	100,00 %
SRPG1 ⁽²⁾	France	C	100,00 %	100,00 %	-	-
SRPG2 ⁽²⁾	France	C	100,00 %	100,00 %	-	-
SRP COM1 ⁽²⁾	France	C	100,00 %	100,00 %	-	-
SRP COM2 ⁽²⁾	France	C	100,00 %	100,00 %	-	-
SRP UK	Grande-Bretagne	C	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

C = Consolidée

NC = Non Intégrée

- (1) Cession de la filiale Symmetric le 19 décembre 2025.
- (2) Créations le 29 décembre 2025 des entités SRPG1 ; SRPG2 ; SRP COM1 et SRP COM2 (coquilles vides au 30 juin 2026).

L'organigramme du Groupe se présente comme suit au 30 juin 2026 :



4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Informations par zones géographiques des clients

Les géographies présentées en fonction de l'origine géographique des clients recouvrent les zones suivantes :

France	International
France métropolitaine et DOM-TOM	Belgique, Espagne, Italie, Portugal, Pays-Bas, Maroc

Au 30 juin 2026, le Groupe continue de déployer son offre en France et à l'étranger à partir de sa filiale basée en France ou à partir de ses quatre filiales en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne et au Maroc.

Le chiffre d'affaires et l'EBITDA Ajusté du Groupe se présentent comme suit :

en K€	S1 2026			S1 2025		
	Total consolidé	France	Internat.	Total consolidé	France	Internat.
Ventes Internet	215 100	153 640	61 460	269 824	211 153	58 671
Autre	2 963	2 847	116	5 752	3 713	2 039
Chiffre d'affaires total	218 063	156 487	61 575	275 576	214 866	60 710
Croissance des ventes	-31,3%	-37,6%	-8,2%	-13,9%	-14,3%	-12,4%
EBITDA ajusté en % du CA	-6,7%	1,4%	-27,1%	-6,6%	-0,7%	-27,6%
EBITDA ajusté	- 14 579	2 132	- 16 711	- 18 201	- 1 416	- 16 785

L'EBITDA Ajusté par zone géographique est principalement obtenu en allouant les charges opérationnelles afférentes à l'activité courante de chaque zone en fonction du chiffre d'affaires.

Le total des actifs par zone géographique est le suivant :

en K€	30/06/2026			31/12/2025		
	Total consolidé	France	Internat.	Total consolidé	France	Internat.
Total des actifs non-courants	115 130	96 074	19 056	118 906	100 448	18 457

Les actifs non courants sont composés des immobilisations incorporelles (y compris les goodwill) et corporelles, des droits d'utilisations comptabilisées dans le cadre d'IFRS 16, des actifs financiers non courants (majoritairement des dépôts et cautionnements) et des impôts différés actifs.

4.2. Autres produits et charges opérationnels

Au titre du premier semestre 2026, les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs non-récurrents pour un montant net de 0.25M€ essentiellement liés à l'actualisation des hypothèses du PSE (1.3M€) à des prestations de conseil dans le cadre d'opérations de réorganisation et de restructuration (-0.4M€) ainsi qu'à des coûts de liés à la refonte du site internet (-1,1M€).

4.3. Autres produits et charges financiers

Au 30 juin 2026, les autres produits et charges financiers sont non significatifs et s'établissent à -0,1M€.

Au 30 juin 2025, les autres produits et charges financiers s'établissent à +0,6M€ et correspondent principalement à des intérêts reçus sur des comptes à terme.

4.4. Impôts sur les bénéfices

Au 30 juin 2026, la charge d'impôt est estimée en fonction des faits connus et anticipés à la date d'arrêté, selon la méthode du taux projeté. Cette méthode permet une meilleure estimation de la charge d'impôt de la période, par application du taux d'impôt prévisionnel annuel aux résultats semestriels.

Le Groupe a maintenu sa position et reconnu des impôts différés actifs à hauteur des impôts différés passifs.

Au 30 juin 2026, la charge d'impôt correspond principalement au reclassement de la CVAE.

5. NOTES SUR LE BILAN

5.1. Goodwill

Au 30 juin 2026, une revue des principaux actifs a été réalisée par le Groupe pour identifier tout indice de perte de valeur. Au cours du premier semestre de l'année 2026, le Groupe a estimé que la baisse des volumes sur les métiers historiques en France et son incidence sur le chiffre d'affaires et les marges constituait un indice de perte de valeur, nécessitant la réalisation d'un nouveau test de dépréciation (cf Note 2.4).

Les prévisions de croissance et de marges sur les cinq prochaines années ont donc été réappréciées et une nouvelle valeur recouvrable a été déterminée sur la base de projections de flux de trésorerie actualisés. Compte tenu du maintien du taux de croissance à long terme à 2% (idem 31 décembre 2025), de l'évolution du taux d'actualisation à 15 % (15,5% au 31 décembre 2025), et de l'actualisation des flux de trésorerie projetés à l'infini, le résultat du test n'a pas conduit à la reconnaissance d'une perte de valeur au 30 juin 2026.

La modification cumulée des principales hypothèses du test (i.e. une hausse de 100 points du taux d'actualisation et une baisse de 50 points du taux de marge d'EBITDA Ajusté du flux annuel normatif) ne conduirait pas à comptabiliser une perte de valeur au 30 juin 2026.

5.2. Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles entre le 1er janvier et le 30 juin 2026 s'analyse comme suit :

en K€	31/12/2025	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Dotations de l'exercice	Reclassements et mises au rebut	30/06/2026
Frais de développement	66 754	2 058				68 812
Logiciels	2 560	139			30	2 729
Marques	32 419					32 419
Fichier membres	12 986				22	13 009
Immobilisations en cours	30				- 30	-
Autres immobilisations incorporelles	22				- 22	-
Immobilisations incorporelles	114 771	2 197	-	-	-	116 968
Amt/Dép. frais de développement	- 54 075			- 3 585		- 57 660
Amt/Dép. logiciels	- 1 948			- 121		- 2 069
Amt/Dép. fichier membres	- 13 009					- 13 009
Amt/dép. immobilisations incorporelles	- 69 032	-	-	- 3 706	-	- 72 738
Total valeur nette	45 739	2 197	-	- 3 706	-	44 230

5.3. Immobilisations Corporelles

5.3.1 Actifs dont le Groupe est propriétaire

Les immobilisations corporelles ont évolué de la façon suivante au cours de la période :

en K€	31/12/2025	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Dotations de l'exercice	30/06/2026
Installations tech, matériel & outillage	14 866	58			14 924
Immobilisations corporelles en cours	7	22			29
Autres immobilisations corporelles	44 863	215	- 87		44 991
Immobilisations corporelles	59 736	295	- 87	-	59 944
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	- 8 832			- 714	- 9 546
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	- 27 579		72	- 1 474	- 28 981
Amt/dép. immobilisations corporelles	- 36 411	-	72	- 2 188	- 38 527
Total valeur nette	23 325	295	- 15	- 2 188	21 417

5.3.2 Droit d'utilisation en application d'IFRS 16

La variation des droits d'utilisation comptabilisés dans le cadre de l'application d'IFRS 16 est résumée dans le tableau ci-dessous :

en K€	31/12/2025	Acquisitions	Dotations	Contrats arrivés à terme	30/06/2026
Droit d'utilisation	21 719	673		-1 056	21 336
Immobilisations corporelles	21 719	673	-	- 1 056	21 336
Amt/Dép. du droit d'utilisation	- 10 040		- 1 152	1 056	- 10 136
Amt/dép. immobilisations corporelles	- 10 040	-	- 1 152	1 056	- 10 136
Total valeur nette	11 679	673	- 1 152	-	11 200

5.4. Stocks et en-cours

en K€	30/06/2026			31/12/2025		
	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette
Stocks d'emballages et fournitures	188	-	188	266	-	266
Stocks de marchandises	58 645	- 11 643	47 002	64 154	- 12 851	51 303
Total Stocks et en-cours	58 833	(11 643)	47 190	64 420	(12 851)	51 569

Les dépréciations de stocks ont été réévaluées au 30 juin 2026 sur la base d'une analyse actualisée de la valeur nette de réalisation des marchandises.

5.5. Clients, avances et acomptes versés

en K€	30/06/2026			31/12/2025		
	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette
Créances clients	16 738	- 2 065	14 674	23 547	- 2 349	21 198
Avances et acomptes versés, avoirs à recevoir	15 846	- 525	15 322	10 984	- 588	10 396
Total Clients et comptes rattachés	32 584	- 2 590	29 996	34 531	- 2 937	31 595

5.6. Autres actifs et passifs courants

en K€	30/06/2026	31/12/2025
Charges constatées d'avance	12 483	9 184
Créances fiscales et sociales	14 715	15 119
Autres créances	13 191	13 520
Autres actifs courants	40 389	37 824
Produits constatés d'avance	11 052	12 316
Dettes fiscales et sociales	31 268	29 720
Autres dettes	5 330	6 614
Autres passifs courants	47 649	48 651

5.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

en K€	30/06/2026	31/12/2025
Placements à court terme	-	-
Banques	12 819	43 455
Trésorerie nette	12 819	43 455

Sur le premier semestre 2026, la diminution de la trésorerie nette pour -30,6M€ s'explique essentiellement par :

- Des acquisitions d'actifs immobilisés pour -2,5M€ ;
- Le remboursement de dettes locatives pour -3,7M€ ;
- Le paiement d'intérêts bancaires pour -1,1M€ ;
- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sur S1 2026 pour -24,1M€.

5.8. Provisions

en K€	31/12/2025	Dotations de l'exercice	Reprises (prov. utilisée)	Reprises (prov. non utilisée)	Autres éléments du résultat global	Reclassements	30/06/2026
Provisions pour pensions et retraites > 1 an	1 102		- 9		- 7	1	1 087
Provisions pour pensions et retraites < 1 an	1		-			- 1	-
Total Provisions pour pensions et retraites	1 103	-	- 9	-	- 7	-	1 087
Provision pour risques > 1 an	116		-	-		69	185
Provision pour risques < 1 an	963		-	- 37		- 69	857
Total Provisions pour risques	1 079	-	-	- 37	-	-	1 042
Autres provisions pour charges > 1 an	465		- 4	- 79		71	453
Autres provisions pour charges < 1 an	7 041		- 1 775	- 1 281		- 71	3 914
Total Provisions pour charges	7 506	-	- 1 779	- 1 360	-	-	4 367

En novembre 2025, le Groupe a présenté un projet de réorganisation articulé autour de cinq axes (relations marques, plateforme unifiée, désirabilité client, mutation technologique, modèle plus agile et rentable). Il était alors partagé que sa mise en œuvre pouvait entraîner jusqu'à 121 suppressions de postes à partir de T2 2026. Une provision de 7,0M€ avait été constituée dans les comptes 2025 à ce titre.

Au cours du premier semestre 2026 une reprise d'un montant de -3,1M€ a été constatée, composée de : 1,8M€ correspondant aux coûts engagés sur le premier semestre et 1,3M€ d'ajustements liés à l'actualisation des hypothèses.

Les autres provisions pour charges correspondent principalement à la contribution patronale liée à l'attribution des plans d'actions gratuites au cours de l'exercice. Les provisions pour risques concernent principalement des litiges salariés et commerciaux.

5.9. Emprunts et dettes financières

en K€	31/12/2025	Emprunts levés	Emprunts remboursés	Variations sans effets sur la trésorerie			30/06/2026
				Nouveaux contrats de location	Modifications de contrats de location	Reclassements & autres mouvements	
Emprunts auprès établis. de crédit ⁽¹⁾	40 000					- 201	39 799
Dettes locatives	9 517			700	- 18	163	10 362
Total Dettes financières long terme	49 517	-	-	700	- 18	- 38	50 161
Emprunts auprès établis. de crédit	268		- 407			270	131
Dettes locatives	3 515		- 1 191			- 163	2 161
Autres emprunts et dettes assimilés ⁽²⁾	2 140		- 2 140				-
Concours bancaires (dettes)	30						30
Total Dettes financières court terme	5 953	-	- 3 738	-	-	107	2 322
Total Emprunts et dettes financières	55 470	-	- 3 738	700	- 18	69	52 483

- (1) Dans le cadre de la procédure de conciliation, le Groupe a obtenu en 2025 l'accord de la part du pool bancaire sur le report de 22 mois des échéances restant dues au titre du prêt de refinancement RCF (soit deux échéances de 10 millions d'euros chacune en octobre 2027 et octobre 2028) et un report de la maturité des deux crédits de 22 mois également, soit au 17 octobre 2028.

En conséquence, le Groupe présente en passifs non courants les dettes bancaires concernées reflétées dans les états financiers au 30 juin 2026.

Dans le cadre de l'actualisation de ses projections financières, la Société anticipe, sur la base d'une consommation des ménages au ralenti, et des éléments opérationnels actuellement disponibles, un non-

respect probable du covenant bancaire relatif à l'EBITDA annuel 2026. Cette situation pourrait conduire le groupe à reclasser les emprunts auprès des établissements de crédit à long terme en dettes financières à court terme.

- (2) En 2025, le Groupe a lancé un programme de mobilisation de créances commerciales. Le montant des créances cédées s'élevait à 2,1M€ au 31 décembre 2025, celles-ci restant comptabilisée au bilan du Groupe qui en conserve le risque de recouvrement, en contrepartie du poste « Autres emprunts et dettes assimilées ». L'établissement de crédit a été intégralement remboursé au cours du premier semestre 2026.

5.10. Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable

La classification des actifs et passifs financiers, ainsi que le niveau de juste valeur est présenté dans le tableau ci-dessous :

30/06/2026						Niveau de juste valeur		
Classes d'actifs et de passifs	Actifs/Passifs évalués à la JV par le compte de résultat	Actifs/Passifs évalués au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par capitaux propres	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe	Cotations sur un marché actif Niveau 1	Modèle interne basé sur des données observables Niveau 2	Modèle interne sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers	133	15 271		15 404	15 404		15 404	
Créances d'exploitation et autres créances courantes		56 506		56 506	56 506		56 506	
Trésorerie et Equivalents de trésorerie		12 819		12 819	12 819	12 819		
TOTAL ACTIF	133	84 597	-	84 730	84 730	12 819	71 910	-
Emprunts et dettes financières		50 161		50 161	50 161		50 161	
Autres dettes non courantes		4 386	1 087	5 473	5 473		5 473	
Emprunts et concours bancaires (part < 1 an)		2 322		2 322	2 322		2 322	
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes		163 235		163 235	163 235		163 235	
Dettes liées à l'activité d'intermédiation								
Instruments financiers dérivés								
TOTAL PASSIF	-	220 104	1 087	221 191	221 191	-	221 191	-

31/12/2025						Niveau de juste valeur		
Classes d'actifs et de passifs	Actifs/Passifs évalués à la JV par le compte de résultat	Actifs/Passifs évalués au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par capitaux propres	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe	Cotations sur un marché actif Niveau 1	Modèle interne basé sur des données observables Niveau 2	Modèle interne sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers	100	15 193		15 293	15 293		15 293	
Créances d'exploitation et autres créances courantes		58 246		58 246	58 246		58 246	
Trésorerie et Equivalents de trésorerie		43 455		43 455	43 455	43 455		
TOTAL ACTIF	100	116 894	-	116 994	116 994	43 455	73 539	-
Emprunts et dettes financières		49 517		49 517	49 517		49 517	
Autres dettes non courantes		6 426	1 103	7 529	7 529		7 529	
Emprunts et concours bancaires (part < 1 an)		5 953		5 953	5 953		5 953	
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes		172 302		172 302	172 302		172 302	
TOTAL PASSIF	-	234 198	1 103	235 301	235 301	-	235 301	-

5.11. Plans d'attributions gratuites d'actions

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé le 25 septembre 2015, le 30 mai 2016 et le 26 juin 2017, le 26 juin 2018, le 12 mars 2020, le 16 décembre 2020 et 2021 ainsi que le 21 juin 2022, le 15 décembre 2022, le 8 mars et le 8 juin 2023 le Conseil d'Administration à attribuer à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de 38 mois, des actions gratuites. Ces plans sont soumis à des conditions de présence et de performance.

Les principales caractéristiques de ces plans et les bases de calcul sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Date de l'assemblée générale	Date du conseil d'administration	Nb total d'actions gratuites autorisées	Nb total d'actions gratuites attribuées au cours des exercices précédents	Nb total d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	Nb total d'actions gratuites exercées	Nb total d'actions gratuites annulées	Nb total d'actions restantes au 30 juin 2026	Durée d'acquisition moyenne pondérée des actions gratuites (en années)	Prix de l'action à la date d'attribution
Plan n°24	22/06/2022	15/12/2022	1 951 218	1 951 218	-	-306 863	-1 644 355	-	2	1,72
Plan n°25	22/06/2022	15/12/2022	447 562	447 562	-	-115 498	-332 064	-	2	1,72
Plan n°27	22/06/2022	08/06/2023	180 000	180 000	-	-56 250	-56 250	67 500	2	1,39
Plan n°28	30/06/2023	14/03/2024	362 118	362 118	-	-	-323 576	38 542	2	0,98
Plan n°29	30/06/2023	14/03/2024	797 844	797 844	-	-210 488	-420 128	167 228	2	0,98
Plan n°30	19/06/2024	13/03/2025	1 461 999	1 461 999	-	-120 169	-942 496	399 334	2	0,83
Plan n°31	19/06/2024	15/04/2025	285 000	285 000	-	-	-95 000	190 000	2	0,68

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur et sur la base d'une hypothèse actualisée de présence des attributaires, la charge reconnue en « Autres charges opérationnelles » s'élève à -15 K€ au 30 juin 2026 (avant contributions patronales).

5.12. Résultat par action

Résultat net par action

	30/06/2026	30/06/2025
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de l'entité consolidante (en K€)	- 23 120	- 30 293
Nombre d'actions ordinaires pondérées	115 916 813	115 814 796
Résultat par action (en €)	- 0,199	- 0,262

Résultat net dilué par action

	30/06/2026	30/06/2025
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de l'entité consolidante (en K€)	- 23 120	- 30 293
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	116 690 681	115 408 497
Résultat dilué par action (en €)	- 0,198	- 0,262

6. EXPOSITION DU GROUPE AUX RISQUES FINANCIERS

6.1. Risque de marché

Risque de change

Le Groupe n'est pas exposé de manière significative au risque de change sur ses activités opérationnelles. La grande majorité des transactions (ventes internet) effectuée par ses clients est facturée ou payée en euros. L'essentiel des achats effectués auprès des fournisseurs est facturé ou payé en euros.

Si l'euro s'apprécie (ou diminue) par rapport à une autre monnaie, la valeur en euro des éléments d'actif et de passif, de produits et de charges initialement comptabilisés dans cette autre devise diminuera (ou augmentera). Ainsi, les variations de valeur de l'euro peuvent avoir un impact sur la valeur en euro des éléments d'actif et de passif, les produits et les charges non libellés en euros, même si la valeur de ces éléments n'a pas varié dans la devise d'origine.

Une variation de 10 % des parités sur les devises autres que les devises fonctionnelles des filiales n'auraient pas d'impact significatif sur le résultat net du Groupe du premier semestre 2026, comme cela a été le cas sur les exercices antérieurs.

Risque de taux d'intérêt

Placements de trésorerie

Le Groupe est en principe exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses placements de trésorerie.

Le Groupe fait très peu de placements à court terme. L'impact d'une baisse des taux d'intérêt de 1 point aurait donc eu un impact non significatif sur le résultat net du Groupe, comme cela a été le cas en 2025.

Financements bancaires

Le Groupe, dans le cadre du contrat de crédit syndiqué signé le 17 décembre 2021, le « Contrat de Crédits », est exposé à un risque de taux d'intérêt. Ce Contrat de Crédits est constitué d'un Prêt de Refinancement de 50 millions d'euros et un Crédit Renouvelable d'un montant maximum de 20 millions d'euros.

Au 30 juin 2025, le montant restant dû au titre du Prêt de Refinancement est de 20 millions d'euros, amortissable le 17 décembre 2025 à hauteur de 10 millions d'euros et le 17 décembre 2026 à hauteur de 10 millions d'euros.

Au 30 juin 2025, le Crédit Renouvelable est tiré à hauteur de 20 millions d'euros. La date finale d'utilisation du Crédit Renouvelable est au 17 décembre 2026.

Dans le cadre du protocole de conciliation signé le 8 janvier 2026, les échéances de la tranche amortissable ont été reportées de 22 mois (échéances de 10 M€ en octobre 2027 et octobre 2028) et la maturité de la ligne renouvelable (20 M€) a été repoussée au 17 octobre 2028.

La charge d'intérêt afférente au 30 juin 2026 s'est élevée à 0,9 million d'euros et prend en compte la variation du taux variable contractuel de référence de l'ordre de +30 points de base entre le 1er janvier et le 30 juin 2026. Une variation à la hausse ou à la baisse de 100 points de base de ce taux entraînerait un impact favorable ou défavorable de 0,4 million d'euros

Conformément au protocole de conciliation signé le 8 janvier 2026, les banques concernées ont accepté de modifier les termes du contrat de financement, de sorte que le covenant de ratio de levier ne soit pas testé aux 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025. Par ailleurs, un test d'EBITDA IFRS s'appliquera pour les exercices clos aux 31 décembre 2026 et 31 décembre 2027.

6.2. Risque de liquidité

Afin de gérer le risque de liquidité pouvant résulter de l'exigibilité des passifs financiers, que ce soit à leur échéance contractuelle ou par anticipation, le Groupe met en œuvre une politique de financement prudente reposant en particulier sur le placement de sa trésorerie excédentaire disponible en placements financiers sans risque.

6.3. Risque de crédit

Les actifs financiers qui pourraient par nature exposer le Groupe au risque de crédit ou de contrepartie correspondent principalement :

- aux créances clients : ce risque est contrôlé quotidiennement à travers les processus d'encaissement et de recouvrement. En outre, le nombre élevé de clients individuels permet de minimiser le risque de concentration de crédit afférent aux créances clients ;
- et aux placements financiers : le Groupe a pour politique de répartir ses placements sur des supports monétaires de maturité courte, en général pour une durée inférieure à 1 mois, dans le respect de règles de diversification et de qualité de contrepartie.

La valeur comptable des actifs financiers comptabilisée dans les états financiers, qui est présentée déduction faite des pertes de valeur, représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit.

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers significatifs en souffrance et non dépréciés.

7. PARTIES LIEES

7.1. Parties liées ayant un contrôle sur le Groupe

Au 30 juin 2026 le Groupe SRP n'a consenti aucun prêt ni emprunt en faveur de membres de la Direction du Groupe.

La rémunération des mandataires sociaux est détaillée dans le tableau ci-dessous :

en K€	30/06/2026	30/06/2025
Rémunérations fixes	293	349
Rémunérations variables	-	-
Total	293	349

7.2. Autres parties liées

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe réalise des transactions avec des entités partiellement détenues par certains dirigeants du Groupe. Ces opérations, réalisées sur la base de prix de marché, sont essentiellement relatives à la location des biens immobiliers suivants au site des Sables d'Olonne, le siège social à Saint Denis ainsi que celui de la filiale en Espagne :

en K€	30/06/2026	30/06/2025
Charge d'amortissement du droit d'usage	430	474

8. ENGAGEMENTS HORS BILAN

8.1. Engagements reçus

Dans le cadre de la cession des parts aux fondateurs The Bradery, le Groupe dispose d'un droit de suite et pourra bénéficier potentiellement de compléments de prix avec effet, respectivement, jusqu'en 2028 et 2030.

8.2. Engagements donnés

Dans le cadre du protocole de conciliation, un certain nombre d'engagements sont prévus au profit des créanciers, qui seront reflétés dans l'avenant au Contrat de Crédit initial.

Dans le cadre du programme de mobilisation de créances commerciales, SRP a consenti la cession/nantissement du compte bancaire dédié où sont encaissés les paiements des clients concernés.

9. AUTRES INFORMATIONS

9.1. Effectif fin de période

<i>En nombre d'employés</i>	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2025
Cadres	590	625	687
Non cadres	486	413	404
Total Effectif	1 076	1 038	1 091

AU 30/06/2026 les effectifs atteignent 1 076 salariés, en progression de 38 salariés par rapport au 31/12/2025, en raison de l'internalisation d'une partie des postes intérimaires sur le site logistique de Saint Witz.

9.2. Évènements postérieurs à la clôture

Sur la base des performances financières réalisées à date et des projections actualisées pour l'exercice 2026, le Groupe a informé le marché, le 23 septembre 2026, du caractère probable du non-respect, au 31 décembre 2026, du covenant bancaire relatif à l'EBITDA.

À la date d'arrêté des présents comptes semestriels, le Groupe a prévu d'engager des discussions avec les banques concernées afin d'obtenir un standstill ou de convenir de toute autre mesure appropriée permettant de traiter les conséquences de cette situation.